

INSTITUT DES HAUTES ETUDES

DE DEFENSE NATIONALE



AR 19



ASSOCIATION REGIONALE DE TOULOUSE-MIDI-PYRENEES

CYCLE D'ETUDES 2004-2005

LA CHINE S'EST EVEILLEE

RAPPORT DE JUIN 2005

VICE-PRESIDENTE CHARGÉE DES ETUDES: DOMINIQUE FLECHER

RAPPORTEUR GENERAL: JEAN-PIERRE DUSSAIX

Composition des groupes de travail

Comité de synthèse : (TARBES 23 et 24 avril 2005)

Matthieu BONNERY, Christophe CAVAILLES, Jean-Marie CONTAL, Jean-Pierre DUSSAIX, Robert MAZEL, Général Claude PRONO, Nathalie SACCHIERO.

Comité de l'Ariège :

Michel PECHIN : **Président**

Général Claude PRONO : **Rapporteur**

Claude ALIQUOT, Albert ANOUILH, Matthieu BONNERY, Christian GAJAN, Georges GLEIZE, Jean LOZES, Gilbert NOUGUE, Nicole ROUBICHOU, Thierry SOLER, Hubert TARDY.

Comité de Toulouse samedi (groupe de l'IEP) :

Guy FRANCO et Jean-Pierre MARICHY : **Co-Présidents**

Francis LEPOITTEVIN : **Rapporteur**

Christophe CAVAILLES et Nathalie SACCHIERO : **Rapporteurs adjoints**

Yves RACAUD : **documentaliste**

Marc BEAUVOIS, Jean BOURDEL, Gérard BRAULT-NOBLE, Thomas BROUK, Nicole CREMADEILLS, Thierry DARNAY, Christian DAUCH, Olivier de GENTIL, Olivier GUY, Marcel KLEPPER, Anicet KOUNOUGOUS, François LAPLANE, Christelle MATHEU, Georges PECH, Jean SARDA, Anne-Catherine WELTE.

Comité de Toulouse, groupe du mardi :

Bernard LORY : **Président- Rapporteur**

Pierre BLANCHARD, Michel BOUSQUET, Françoise BRAULT-NOBLE, Florent BRIDAULT, Yves CALDERARA, Jean-Marie CONTAL, Arlette CROUAIL, Général André ENJALBAL, Michel GANNAC, Dominique GRANGE, Chantal JOLIMOY, Michel MASSOU, Robert MAZEL, Michel SALMON, Jean SARDA, Paul SOUILLARD, Jean UCAY, Georges VAN HAVERBEKE, et l'aimable contribution de Frédérique LORY.

Comité du Tarn :

Pierre-Alain VILLARD : **Président**

Jean-Pierre DUSSAIX : **Rapporteur**

Georges AIX, Jean-Claude BARRY, Bernard CALASTRENG, Jean-Claude DEBART, Jean DECOUARD, Jean-Claude DERANLOT, Pierre ESCANDE, Florence FONDA, Robert GARRIGUES, Jacques d'OLIER, Philippe SAINT-JEAN, Michel VIDAL, Jean-Michel VAZZOLER.

Nous remercions particulièrement :

Mademoiselle AYOUCHE, de Mongolie, stagiaire de l'ENA auprès du Préfet du Tarn.

Madame Nelly BLANC, Directeur du CETIM (er).

Madame Liling CALLENS, commerçante toulousaine née et ayant fait ses études en Chine.

Monsieur Reynald DRIFFTE, Professeur Emérite de l'Université de NEWCASTLE, spécialiste de l'Asie et des relations sino-japonaises.

Monsieur HOA FENG WANG, cadre marketing Alcatel Space.

Monsieur Alain MARULIER, Président Directeur Général de la filiale de FOREST-LINE à FIGEAC.

Le Père PIERRE et le Père PAUL, prêtres chinois de la Congrégation Catholique de Chine, stagiaires à l'Institut Catholique de Toulouse.

Mademoiselle Faustine RIERA : étudiante III^e cycle en civilisation chinoise, ayant fait plusieurs séjours en Chine.

Mademoiselle Delphine SERRES, chargée d'études pour GROUPAMA à CHENGDU.

La municipalité de TARBES pour son accueil très chaleureux.

La Délégation Militaire Départementale des Hautes Pyrénées pour la parfaite organisation des journées de synthèse.

SOMMAIRE

INTRODUCTION	6
A. LES FACTEURS DETERMINANTS	7
I. L'ouverture, choix stratégique	
II. La croissance d'un futur géant économique	
III. Une politique extérieure opportuniste	8
1) Le nouveau leader du monde asiatique	
2) L'implication de la Chine au niveau mondial	
a) A la recherche d'une nouvelle place dans le concert des nations	
b) Des relations d'interdépendance avec les Etats-Unis	
IV. Une politique intérieure autoritaire, confrontée à de nouveaux défis	10
1) L'organisation du pouvoir et sa gestion atypique du territoire	
a) Le rôle du Parti et de l'armée	
b) Le pouvoir central, répression, assimilation et nationalisme	
c) Les pouvoirs locaux	
2) Les nouveaux défis du pouvoir	
a) Les contreparties de l'ouverture et de la croissance	
b) Une nécessaire adaptation	
B. LES RISQUES, LEURS CONSEQUENCES, LEURS LIMITES	13
I. Les limites de la politique étrangère de non confrontation	
II. Les risques d'ordre interne, leurs répercussions et leurs limites	
1) La fragilisation du pouvoir, la fuite en avant	
2) Les risques de contre-choc sur l'économie mondiale	
3) La menace de déstabilisation sociale	
4) Les risques de réaction en chaîne	
5) Des tensions identitaires dans le continent attisées	
6) Les limites au risque de déstabilisation sociale	
7) Les risques environnementaux et sanitaires	
III. Des contraintes et des effets immédiats sur la communauté mondiale	14
1) En raison de la promotion d'un nouveau type de capitalisme	
2) En raison de la capacité de la Chine à édicter des normes	
3) En raison du recentrage de l'activité économique mondiale en Asie	
4) En raison de la désindustrialisation et des pertes d'emplois dans les pays développés	
5) En raison de la pénalisation de certains pays en voie de développement	
6) En raison de la pression à la hausse des prix des matières premières	
C. L'UE ET LA FRANCE FACE A UN DEFI	16
I. Enjeux, vulnérabilités et atouts de l'UE et de la France	
1) Les enjeux	
a) Un enjeu économique	
b) Un enjeu social	
c) Un enjeu de société	
d) Un enjeu politique et diplomatique	

2)	Les vulnérabilités européennes et françaises	
a)	Sur le plan politique et diplomatique	
b)	Sur le plan économique	
c)	Le handicap français	
3)	Les atouts	
a)	Sur le plan politique et diplomatique	
b)	Sur le plan économique	
II.	Pour une politique d'adaptation, différenciée et évolutive	18
1)	Une politique d'adaptation	
2)	Une politique différenciée à deux niveaux, l'UE la dimension pertinente, la France l'échelon indispensable	
3)	Une politique évolutive	
III.	L'Europe face à la Chine	19
1)	Les principes	
2)	Les adaptations	
a)	Adaptation des structures de gouvernance à l'enjeu	
b)	La promotion d'une véritable politique économique coordonnée	
c)	De nouvelles priorités	
3)	Quatre orientations vers lesquelles l'UE pourrait s'impliquer davantage	20
a)	Pour une stratégie de convergence et de synergie plus affirmée	
b)	Pour des « messages » passant par Bruxelles	
c)	Pour la promotion du modèle européen	
d)	Pour une implication sur le principe de gouvernance mondiale	
IV.	La France et la Chine	21
1)	Pour une politique de réformes visant à nous reconnecter à notre environnement international concurrentiel	
2)	Pour des initiatives de protection de nos entreprises et de nos savoirs faire	
3)	Pour le développement de l'esprit entrepreneurial dès l'université	
4)	Pour mieux identifier les vecteurs sur lesquels concentrer nos efforts	
5)	Pour développer en Chine une dynamique sur les principes de l'intelligence économique	
	CONCLUSION	23
ANNEXES		
1)	Les investissements directs étrangers, les échanges	25
2)	Eléments économiques complémentaires (contribution)	26
3)	La Chine et l'Inde (contribution)	28
4)	La Chine et le Japon	29
5)	La Chine et Taiwan (contribution)	31
6)	La modernisation des forces armées chinoises (contribution)	32
7)	Quelques observations sur la société chinoise (contribution)	33
8)	L'Armée Populaire de Libération dans la politique d'assimilation (contribution)	35
9)	La Chine et ses approvisionnements pétroliers (contribution)	36
10)	Cauchemar écologique potentiel	38
11)	La Chine pourra imposer ses normes (contribution)	39
12)	Le monde change la Chine	40
13)	Notes sur l'opéra : Nixon in China (contribution)	41
	Repères bibliographiques	42
	Notes	44

INTRODUCTION

Notre modèle occidental, façonné dans l'enthousiasme et le sang depuis deux siècles, pourrait-il être remis en question ?

Le 19^{ème} siècle post napoléonien fut celui de la grandeur des empires coloniaux et du rayonnement de la culture européenne dans le monde entier mais aussi celui de l'humiliation de la Chine.

Le 20^{ème} siècle, formé autour de l'Atlantique, fut sans conteste celui de l'Amérique, qui a sauvé par deux fois les nations européennes du désastre et nous a permis pour une grande part de retrouver la paix et une période de grande prospérité, caractérisée par nos « trente glorieuses » et la naissance d'une Europe en cours d'intégration.

Le 21^{ème} siècle semble s'organiser autour du Pacifique entre l'Amérique et l'Asie. Sera-t-il celui de la suprématie de l'Asie, et en particulier de la Chine et de l'Inde ?

Après trente années de croissance et de plein emploi, la France et l'Europe sont confrontées à la stagnation économique et au chômage à grande échelle. En effet, la production industrielle occidentale migre vers la Chine dont l'appétit de richesse et de développement est sans limite.

Jamais, semble-t-il, dans l'histoire économique, une force nouvelle ne s'était affirmée aussi vite et avec autant de vigueur.

Si les gouvernants occidentaux ont « découvert » la Chine dans les années 60, ils ont certainement sous-estimé, après la disparition de Mao en 1976, une puissance en devenir, sa naturelle volonté de reconnaissance à l'échelle de sa démographie, la rapidité de sa mutation, et sans doute ont-ils trop tardé à réagir pour adapter nos économies et nos structures décisionnelles, pour ce qui concerne l'Europe, à la dimension d'un nouveau partenaire qui s'est ouvert au monde et à l'économie de marché.

Faut-il trembler ? Comment relever sans tarder le défi que la Chine nous impose ?

Dans un premier temps nous prendrons en compte ce qui nous semble constituer les facteurs déterminants de la Chine d'aujourd'hui, puis nous évaluerons les risques et conséquences prévisibles de son évolution, enfin nous déterminerons ce que doit être l'attitude de l'UE et de la France face à cette évolution en fonction de leurs atouts et vulnérabilités.

A. LES FACTEURS DETERMINANTS

I. L'ouverture, choix stratégique :

Dans le dernier quart du 20^{ème} siècle la Chine a réformé son modèle économique étatique, dirigiste, centralisé et planifié au profit de l'économie de marché. Elle est également passée d'une économie rurale à une économie urbaine et enfin de l'autarcie à l'ouverture sur le monde.

Ce choix d'ouverture n'est pas motivé par un revirement idéologique ni par la morale. Il s'explique par la conviction que, dans le présent, et dans un avenir prévisible, le rapport de force est favorable aux puissances occidentales et que le vrai danger réside dans la négligence de cette réalité. La stratégie du pouvoir chinois consiste à renverser ce rapport de force. *« l'ouverture est fondée sur la perception de la menace et sur l'idée de l'imitation, du rattrapage et de la revanche »*¹.

Dans cet esprit, le pouvoir procède avec volontarisme et pragmatisme, voire opportunisme. On le constate en premier lieu sur le terrain économique, ensuite sur le plan de ses relations avec l'extérieur, fortement orientées sur l'objectif du développement. A ces caractéristiques s'ajoute de l'autoritarisme en politique intérieure car le régime se trouve confronté à plusieurs défis dont celui de sa perte d'influence idéologique.

II. La croissance d'un futur géant économique :

En 1987 la Chine se situait au 12^{ème} rang mondial en terme de PIB exprimé en dollars courants. Entre 1992 et 2002, son PIB s'est accru de 800 milliards de dollars contre 330 pour toute la zone euro. Avec, en 2003, un PNB de 1209,5 milliards de dollars, supérieur à celui de l'Italie, grâce à une croissance de près de 10% par an, la Chine atteignait le 6^{ème} rang mondial. Cette croissance impressionnante est financée par les IDE² à hauteur de 42,2% du PIB (**annexe 1**). La banque Goldman Sachs la prévoit au 1^{er} rang mondial en 2050 avec un PIB de 45 000 milliards de dollars. Les investisseurs, dont 75% sont issus d'une diaspora très réactive, ne visent pas seulement les marchés occidentaux mais surtout le potentiel du marché local et celui de l'ASEAN. La Chine en profite donc largement d'autant que son gouvernement impose aux investisseurs des joint-venture avec des capitaux chinois.

Ainsi nous nous trouvons en présence d'un futur géant économique, dont l'appellation « d'usine du monde » paraît aujourd'hui réductrice, car la Chine remonte la chaîne de la valeur ajoutée en s'attaquant aujourd'hui aux technologies de pointe même pour des produits nécessitant une main d'œuvre très qualifiée.

Toutefois cette croissance crée moins d'emploi que nécessaire : la Chine doit faire face aux conséquences des restructurations opérées dans les entreprises d'Etat³, aux 2 millions de paysans qui perdent leurs terres chaque année et à l'augmentation annuelle de sa productivité. L'importance du chômage, inégal selon les zones, rend donc plus indispensable l'ouverture aux capitaux étrangers.

Par ailleurs, il se crée des bulles spéculatives qui menacent l'économie chinoise. L'emballement du secteur immobilier⁴, certaines surcapacités industrielles et la santé du secteur bancaire sont très préoccupants. Ce dernier ne tient que grâce à une croissance des dépôts plus rapide que celle des crédits⁵. Toutefois ceux-ci augmentent de plus de 20% par an et les créances douteuses représentent 25% du total. Un risque de crise financière est donc latent. Afin d'éponger les liquidités le gouvernement émet à marche forcée des bons du trésor. A titre de purge, il a également annoncé qu'il allait ouvrir une grosse partie du patrimoine de l'Etat⁶ aux procédures de fusion et d'acquisition.

Enfin, l'excédent commercial s'érode sous l'effet d'une poussée des importations, nécessaires au développement⁷, et du déficit agricole. (**annexe 2 : éléments économiques complémentaires**).

Cette course au développement et les besoins croissants en investissements et en matières premières qu'elle demande orientent manifestement sa diplomatie.

III. Une politique extérieure opportuniste :

La stratégie diplomatique de la Chine reste fortement influencée par la priorité donnée au développement économique. En effet la croissance devra être poursuivie pendant de nombreuses années si elle veut satisfaire les aspirations sociales d'un peuple dont le revenu annuel moyen reste à peine supérieur à 1000 dollars. Les faiblesses dues à l'endettement massif de son système bancaire, aux risques de bulle immobilière et financière, à son faible niveau d'emploi, influencent également fortement ses orientations.

Le développement économique impose donc une certaine sagesse.

Par ailleurs, la montée en gamme rapide des industries à participation étrangère a créé avec l'ensemble de ses relations une interdépendance et donc une incitation mutuelle à préserver un environnement géopolitique stable. Il convient de souligner que sa capacité à établir des institutions, une législation de plus en plus moderne et complexe, et à s'engager par des traités internationaux contraignants sont rassurants pour ses partenaires qui voient s'éloigner les risques d'une escalade menant à un affrontement international.

L'opportunisme économique prime donc sur les enjeux stratégiques à venir mais ceux-ci ne sont jamais occultés.

Ainsi, grâce à son taux de croissance record, la Chine entend jouer un rôle politique en rapport avec sa puissance devenue déterminante dans l'économie mondiale. Le premier niveau se situe dans l'affirmation de sa place de leader régional, mais la Chine souhaite également s'impliquer plus largement dans les affaires du monde.

1) Le nouveau leader du monde asiatique :

Forte de son extraordinaire essor économique, la Chine tente depuis quelques années de se poser comme leader du monde asiatique⁸, ce qui intensifie contre elle une méfiance accrue au sein de son ensemble régional. Aucun des pays voisins n'étant son allié, le contexte géopolitique ne lui est donc pas favorable et elle apparaît particulièrement hostile à l'Inde et au Japon, qui lui contestent cette suprématie, et bien sûr à Taiwan.

Ainsi la rivalité entre l'Inde et la Chine ne devrait qu'augmenter dans les années qui viennent d'autant que Pékin est un allié déclaré du Pakistan. Par ailleurs les deux pays peuvent prétendre à une place de première économie mondiale aux alentours de 2050⁹. L'Inde peut s'appuyer sur une démographie qui en fera le pays le plus peuplé du monde aux alentours de 2030. Elle modernise particulièrement son agriculture¹⁰ et a dépassé l'autosuffisance. Elle pourrait bien devenir, dans un avenir proche, un partenaire obligé d'une Chine dépendante. Elle a pris également de l'avance sur son concurrent dans le domaine de l'indépendance énergétique¹¹. Enfin son secteur bancaire est en conformité avec les règles de l'OMC¹². Toutefois le développement économique étant l'objectif prioritaire des deux Etats on peut penser que, malgré quelques escarmouches frontalières, tous deux suivront une politique de non confrontation. (**annexe 3**).

Si les séquelles du passé subsistent, la rivalité avec le Japon est d'une autre nature. La Chine est devenue en 2004 son premier partenaire commercial, dépassant pour la première fois les Etats-Unis. Ce changement majeur est la conséquence de la croissance chinoise, et des options nippones en matière de délocalisations sur le continent d'activités aussi diverses que l'électronique, l'automobile ou la production d'acier.

Par ailleurs, la Mer de Chine orientale a acquis une importance stratégique et économique majeure et la Chine veut y évincer définitivement le Japon. L'enjeu est double pour Pékin : contrôler efficacement des lignes d'approvisionnement vitales, des détroits stratégiques¹³ et prendre le contrôle d'îlots. Ces derniers sont revendiqués par les deux états, car ils recèleraient d'importants gisements de pétrole et de gaz. Dès lors le Japon a expressément mentionné la Chine comme une menace potentielle

pour sa sécurité. On peut toutefois penser que les intérêts économiques réciproques devraient conduire à un compromis malgré les récents débordements nationalistes chinois. **(annexe 4).**

La Mer de Chine orientale revêt également une importance stratégique dans l'hypothèse d'un conflit avec Taiwan : c'est en effet ce secteur qui servirait de zone de combat et de blocus pour empêcher les porte-avions américains et les troupes venues d'Okinawa d'accéder à l'île.

Le différend majeur concerne en effet Taiwan que la Chine aspire à intégrer dans un statut de « *région administrative spéciale* » répondant au concept « *d'un pays, deux systèmes* ». Ce problème épineux se fige pour l'instant dans le statu quo même si la Chine n'a pas renoncé à contrer les tentatives taiwanaises d'accréditation internationale. Du côté de l'île, si le sentiment identitaire de la population est réel et croissant, le coût d'acquisition de certains matériels militaires et les relations économiques avec la Chine si profitables décrédibilisent une tentative d'indépendance malgré la décision d'une révision constitutionnelle prévue en 2006. La Chine a d'ailleurs répliqué par la promulgation d'une loi anti-sécessionniste permettant une intervention militaire conditionnelle. **(annexe 5).**

Aussi le souhait d'une levée de l'embargo de l'UE sur les livraisons d'armement à la Chine, qui aspire à une importante modernisation de son armée **(annexe 6)**, paraît déraisonnable à l'ensemble des Etats de la zone qui redoutent une montée en puissance de l'agressivité chinoise. Si l'embargo est relativement inefficace parce que largement détourné, la principale conséquence de sa levée serait d'encourager les pays menacés à relancer à leur tour des programmes de modernisation notamment en matière d'armement de destruction massive¹⁴.

D'un autre côté, la Chine a pacifié ses relations avec la Russie et leurs intérêts apparaissent convergents. Depuis 1994 où le partenariat était dit constructif, il est devenu stratégique en 1996 et a donné lieu à un traité d'amitié et de coopération en 2001. Les échanges ont atteint 12 milliards de dollars en 2002. Ce partenariat économique est devenu une priorité et dépasse les problèmes de migration chinoise. Il n'est nullement orienté contre les Etats Unis même s'il entend en contrebalancer la puissance. L'envergure des investissements et les besoins croissants en énergie et en armement garantissent à long terme des relations stables.

Pour l'heure, la croissance et la coopération économique avec ses voisins, et l'engagement de la Chine en 2004 de créer un grand marché avec les pays de l'ASEAN en 2010 (plus quatre autres Etats¹⁵ en 2012) apparaissent comme le ciment d'une stabilité régionale.

La Chine souhaite d'autre part s'impliquer plus largement dans les affaires du monde.

2) L'implication de la Chine au niveau mondial :

a) A la recherche d'une nouvelle place dans le concert des nations :

Le développement des relations économiques conduit peu à peu les Chinois à reformer en profondeur leur conception du monde et leurs relations avec certains pays.

On constate que la Chine s'implique de plus en plus dans les grands dossiers internationaux¹⁶ : elle a versé en 4 ans plus de 4,5 millions d'euros au Programme Alimentaire Mondial¹⁷ et a offert 150 millions d'euros à l'Afghanistan. Elle accroît de même ses dons à la Corée du Nord, au Vietnam, au Laos ou à la Birmanie. Cette implication passe en particulier par l'organisation de grands événements (Jeux olympiques de Pékin en 2008, Exposition Universelle de Shanghai en 2010). Le sport semble bien être pour elle un important moyen de promotion¹⁸. Enfin la Chine multiplie les contacts avec les grandes organisations intergouvernementales¹⁹ et les ouvertures sur la communauté internationale.

Ainsi, en 2001, la Chine a été admise à l'OMC. Cette intégration a constitué un excellent moyen pour l'amener à procéder à quelques réformes. Toutefois, sa croissance et son admission à l'OMC accentuent certaines contraintes dont celle de remettre à niveau son système financier.

De nouvelles dépendances influent sur sa diplomatie. C'est en particulier le cas pour les matières premières dont le pétrole. Depuis 1993, la Chine importe des hydrocarbures²⁰. Ces importations pourraient atteindre 85% de sa consommation en 2030. Cela conduit la Chine à protéger et contrôler ses

sources d'approvisionnement les plus proches. Elle tente d'abord de consolider sa présence dans les zones qu'elle considère comme siennes historiquement et ensuite s'intéresse de près aux républiques d'Asie centrale issues de l'éclatement de l'Union Soviétique et au golfe arabo-persique. Enfin, elle cherche à diversifier au maximum ses fournisseurs en Afrique et plus récemment Amérique Latine²¹. C'est ainsi qu'elle vient de s'opposer, au Conseil de sécurité des Nations Unies, à la prise de sanctions contre le Soudan, dans l'affaire du Darfour, en raison des accords pétroliers qu'elle a signés avec Khartoum.

Cette dépendance économique s'illustre également dans ses relations avec les Etats-Unis.

b) Des relations d'interdépendance avec les Etats-Unis :

La Chine mène à l'égard des Etats Unis une politique de non confrontation. Depuis le 11 septembre 2001 elle a renforcé sa politique étrangère avec eux et s'est mise en retrait des positions russes, françaises et allemandes à propos de l'Irak. Elle a compris que ceux-ci souhaitent également le maintien dans la région des positions acquises et l'expansion du partenariat avec la région. Les relations avec les Etats-Unis sont en effet devenues constructives et très fructueuses²². L'interdépendance croissante entre les économies chinoise et américaine rend de ce fait indésirable une rivalité géopolitique entre les deux pays d'autant que la Chine aura, pour longtemps encore, besoin de son principal partenaire commercial.

Il convient de remarquer qu'elle assume un rôle de médiateur dans l'apaisement de la crise provoquée par la politique nucléaire de la Corée du Nord.

Toutefois les risques d'affrontement demeurent en raison du développement simultané de nouveaux systèmes d'armes et des engagements américains dans la région. La levée de l'embargo pourrait rapidement engendrer un durcissement de leurs relations car les américains ont à propos de cette levée «*des inquiétudes graves sur l'équilibre militaire en Asie*»²³.

Il ne faut pas non plus sous-estimer le problème que va prochainement poser l'Iran dans les relations sino-américaines. La Chine, dans sa quête de pétrole tous azimuts, courtise la République islamiste et se trouve même ouvertement accusée par les Etats-Unis d'aider l'Iran dans sa course à l'arme nucléaire²⁴.

L'ouverture de la Chine au monde n'est cependant pas totale et reste contrôlée par un pouvoir qui décide du libéralisme, qui décrète ce qui est possible mais qui semble exclure tout retour en arrière tant il profite de ce processus. Ainsi en politique intérieure pragmatisme²⁵ et opportunisme²⁶ se conjuguent avec autoritarisme d'autant que le régime se trouve confronté à une perte d'influence idéologique.

IV. Une politique intérieure autoritaire, confrontée à de nouveaux défis :

La gestion de l'immense territoire chinois se caractérise par la symbiose entre un pouvoir central autoritaire et des élites locales habiles et souvent corrompues. Pourtant, les uns et les autres ne peuvent faire l'économie de réformes s'ils veulent répondre aux attentes de la société chinoise et aux nouveaux défis posés par l'ouverture et la croissance. **(annexe 7).**

1) L'organisation du pouvoir et sa gestion atypique du territoire :

a) Le rôle du Parti et de l'armée:

Avec 67 millions de membres le Parti veille et reste le grand profiteur de l'ouverture. Il libère, encourage, stimule, enrichit mais aussi freine, contrôle et réprime. « *Le système de répression de type communiste reste intact* »²⁷. Le Parti et l'armée, qui sert également d'outil de quadrillage de la société, jouent ainsi un rôle essentiel de contrôle de la situation interne.

b) Le pouvoir central, répression, assimilation et nationalisme :

La politique intérieure s'exerce selon trois grands axes : la neutralisation de toute opposition, la reprise en main des territoires annexés, l'exaltation du nationalisme.

La première arme utilisée par le pouvoir est la répression immédiate de toute forme de contestation. De nombreuses ONG dénoncent le traitement réservé aux dissidents politiques, mais aussi aux religieux²⁸ ou aux membres d'organisations caritatives²⁹. La minorité musulmane³⁰ est particulièrement visée.

Le deuxième axe choisi est l'assimilation. Chaque territoire plus récemment annexé ou ayant la moindre intention indépendantiste est soumis à une intense politique de « colonisation » par l'ethnie majoritaire Han (95% de la population chinoise) (**annexe 8**).

Le troisième axe, le nationalisme, se veut répondre au recul de l'idéologie socialiste et à la nécessité de stabilisation et de légitimation du régime. Il se manifeste par l'exaltation du nationalisme dans tous les domaines³¹ et par la publication, depuis une dizaine d'années, de nombreux ouvrages à coloration chauvine inspirés par le pouvoir. « *Ces ouvrages traduisent un évident malaise. Ils renvoient à la crise identitaire d'un régime qui ne repose plus que de façon formelle sur la variante maoïste du marxisme-léninisme à la soviétique et qui cherche de plus en plus ses marques* »³².

c) Les pouvoirs locaux :

Même si toute notion de fédéralisme est bannie, pour asseoir son autorité sur son immense territoire, le pouvoir central a toujours dû déléguer de nombreuses prérogatives aux élites locales, membres du Parti. En contrepartie, elles servent de relais à la politique d'assimilation et sont de puissants moteurs de la croissance économique³³. Cependant la corruption reste très largement répandue à tous les échelons de l'administration. Ainsi la disparition des terres agricoles chinoises est due en grande partie à des fonctionnaires prêts à accorder expropriations et permis de construire contre rétribution.

2) les nouveaux défis du pouvoir :

a) Les contreparties de l'ouverture et de la croissance :

Ce système politique atypique, qui fonctionnait plus ou moins bien jusqu'à maintenant, se trouve aujourd'hui menacé par l'ouverture et la croissance.

L'ouverture d'abord, parce qu'elle a ébranlé les fondements de l'idéologie officielle en raison des idées nouvelles qui se diffusent de par les contacts avec l'étranger et avec une diaspora impatiente. Celles-ci sont peu compatibles, à terme, avec le maintien du régime actuel. « *Pour se maintenir, le pouvoir devrait rester durablement corporatiste, autoritaire et répressif* »³⁴.

La croissance ensuite, parce qu'elle a engendré une modification en profondeur de la structure sociale chinoise.

La Chine doit à présent solutionner trois grands problèmes :

Le premier défi réside dans la disparité constatée entre les zones côtières fortement urbanisées et industrialisées³⁵ et les zones centrales et occidentales où dominant des activités rurales et fragmentées. Cet écart de développement est accentué par la politique de décentralisation instaurée qui met les régions en compétition même si cela se réalise dans un cadre général. En parallèle se pose le problème de l'urbanisation excessive du pays : au premier semestre 2004, la Chine a connu pour la première fois de son histoire un déficit agricole.

Pour tenter de fixer les 800 millions de chinois exclus du boom économique et éviter un exode massif vers les villes de l'est, le gouvernement fait de grands efforts : 5,3 milliards d'euros sont investis chaque année pour équiper l'ouest. Mais avec la modernisation d'une partie de l'agriculture, c'est 150 millions de migrants qui se massent aux portes des villes de l'est. Cette population rurale pose également un défi macroéconomique majeur : il faut trouver le moyen de faire consommer ces 800 millions de Chinois qui peuvent constituer rapidement une limite structurelle à la croissance interne.

Le second défi se manifeste par un taux de chômage qui est estimé à plus de 8% dans les zones urbaines et qui s'ajoute aux 200 millions de chômeurs supplémentaires des zones rurales alors que la croissance ne crée pas suffisamment d'emploi. Or il faut maintenir une croissance entre de 7 et 9% par an car l'expansion ne pourra se poursuivre que si l'équilibre social est maintenu, et celui-ci ne peut l'être que si la croissance crée suffisamment d'emplois. Au delà de 9%, il y a risque de surchauffe. La légitimité du pouvoir dépend de cet exercice.

Le troisième défi consiste à trouver les moyens de subvenir aux besoins d'une population qui vieillit. Avec un taux de natalité déclaré de 1,8 enfant par femme, la Chine est maintenant confrontée à ce problème³⁶. Les retraites ne dépassent pas 80 euros par mois et cela est encore plus aigu dans les zones rurales où la plupart des gens ne bénéficient d'aucune prestation.

b) Une nécessaire adaptation :

La Chine, qui aspire à retrouver un rang mondial à son échelle, ne pourra y prétendre que si elle conserve croissance et cohésion. Mais pour attirer les investisseurs il convient de respecter les règles de droit international et pour maintenir la cohésion sociale il est nécessaire d'accepter un minimum de changement et de souplesse.

Le Président HU JINTAO a donc fait quelques signes dans le sens d'une modernisation des idées. Dans cette optique, il a fixé deux axes majeurs : l'introduction de règles plus démocratiques au sein de l'appareil d'Etat et la lutte contre la corruption.

Ainsi la « démocratie interne » impose maintenant l'obligation pour le Bureau Politique de présenter, à intervalles réguliers, un rapport au Comité Central et l'on note également la volonté affichée de responsabiliser les cadres.

La corruption, ensuite, doit être absolument combattue car elle devient source de désordres potentiels alors que se multiplient mouvements sociaux et protestations contre les tares structurelles du régime³⁷. Elle peut nuire également à l'image de marque du pays.

L'objectif est donc bien de moderniser et d'améliorer la gouvernance d'un Parti qui craint qu'une crise ne l'emporte à plus ou moins long terme. Le consensus actuel répond à une question de survie mais ne remet en aucun cas en cause les deux piliers de la Chine d'aujourd'hui : une économie libérale et un Parti tout-puissant. Le Président l'a déclaré dès son arrivée au pouvoir : « *il ne faut pas confondre réformes nécessaires et démocratie fantasmée* ». Il n'est en rien question de pluralisme.

Si le développement spectaculaire de la Chine joue un rôle moteur dans la croissance mondiale (5% en 2004), s'il représente l'intérêt d'un marché³⁸ considérable pour les entreprises occidentales, s'il offre également une opportunité potentielle pour les pays d'Afrique dont les ressources ont de tous temps été sous-évaluées, il soumet cependant la Chine et le monde à des risques et des contraintes d'adaptation à effet immédiat.

B. LES RISQUES, LEURS CONSEQUENCES, LEURS LIMITES.

I. Les limites de la politique étrangère de non confrontation :

La Chine paraît conduire globalement une politique étrangère pacifique basée sur le pragmatisme et le long terme. Si les risques potentiels de conflits dans la zone avec le Japon et Taiwan semblent limités à moyen terme en raison d'intérêts économiques mutuels et si la croissance et la coopération économique apparaissent comme le ciment d'une stabilité régionale voire mondiale, sa dépendance vis-à-vis de l'extérieur pose problème en raison de ses besoins croissants en matières premières.

Ainsi, les importations de pétrole ont atteint 120 millions de tonnes en 2004, en augmentation de 34,8% sur un an. Avec une croissance de 9,5% portant ses besoins quotidiens en 2005 à 6,5 millions de barils, la Chine est devenue le 2^{ème} importateur mondial. Le pétrole est maintenant indispensable à son développement et, à cet effet, elle développe une intense « pétro-diplomatie ». La stratégie « géo-énergétique » américaine de contrôle des zones de production et d'acheminement du pétrole, notamment en Asie centrale, destinée à assurer la poursuite de sa croissance autant qu'à peser sur le devenir de son principal rival peut remettre fortement en cause la stabilité actuelle. (**annexe 9**).

Le différend qui l'oppose au Japon sur la propriété des réserves en limite des eaux territoriales japonaises est également source de conflit.

Enfin il reste que la juxtaposition d'une Chine surpeuplée et d'une Sibérie pratiquement déserte, mais riche en matières premières, pourrait à terme constituer un terrain de confrontation.

II. Les risques d'ordre interne, leurs répercussions et leurs limites :

1) la fragilisation du pouvoir, la fuite en avant :

L'information en Chine circule de plus en plus vite. Une société civile apparaît, stimulée par les entrepreneurs et la diaspora. L'essor du crédit à la consommation modifie complètement les mentalités. L'ouverture à la modernité provoque l'effacement de l'idéologie et un bouleversement des fondements économiques et sociaux du régime. Chen Yan observe « *un grand processus de déconstruction de l'idéologie officielle* »³⁹. On assiste donc à la crise identitaire d'un régime qui ne repose plus que de façon formelle sur les principes du communisme et qui cherche de plus en plus ses marques. Aussi la légitimité du pouvoir est assujettie à la poursuite d'une croissance économique soutenue, propre à répondre aux attentes sociales, mais celle-ci court en permanence des risques d'inflation et de surchauffe.

2) Les risques de contre-choc sur l'économie mondiale :

L'association d'endettement de l'Etat, alimenté par l'émission permanente de bons du trésor, de bulles spéculatives, d'un système financier fragile, et de prolifération immobilière et industrielle frôlant la surcapacité, apparaît lourd de menaces. Un ralentissement de la croissance aurait à la fois des conséquences dramatiques en Chine mais aussi sur l'économie mondiale qui subirait un terrible contre-choc même si le pouvoir en est conscient et prend des mesures restrictives en matière de crédit et d'assainissement du secteur bancaire⁴⁰.

3) La menace de déstabilisation sociale :

L'équilibre social ne peut être maintenu qu'à condition que la croissance crée suffisamment d'emplois et qu'elle permette le financement d'une politique publique hardie en matière de retraite, d'éducation et de santé que l'endettement actuel ne permet pas encore alors que les inégalités s'accroissent et génèrent un risque d'explosion. La classe paysanne, dont le revenu moyen s'est pourtant accru de 16% depuis 2002, survit encore grâce aux envois d'argent de ses enfants partis en ville mais ce concours est insuffisant en raison des résultats de la politique de l'enfant unique. Par ailleurs, « *Il ne faut pas que les millions d'emplois éliminés des usines archaïques viennent s'ajouter à l'exode rural* »⁴¹. Ce risque est nourri également par l'émergence d'une fracture de développement entre des régions qui sont manifestement en concurrence économique et qui ne bénéficient pas toutes des investissements internationaux. Un risque de déstabilisation important supplémentaire reste celui inhérent au manque

cruel d'offre sanitaire en raison d'une baisse très importante des dépenses publiques dans un secteur aussi sensible.

Une des conséquences d'une déstabilisation à répercussion internationale serait l'accroissement du flux des migrants toujours attirés par la diaspora installée partout dans le monde.

4) Les risques de réactions en chaîne :

En cas de crise intérieure, la Chine pourrait être tentée d'intensifier la mobilisation du nationalisme comme nouveau ciment social. Ainsi, un risque majeur, à ne pas négliger, serait qu'à l'occasion de la survenance de troubles graves à l'intérieur du pays, le pouvoir prenne prétexte d'un incident mineur avec Taiwan pour en faire un casus belli de façon à apaiser ses dissensions intérieures par l'instrumentalisation d'un nationalisme agressif envers un « bouc émissaire ».

5) Des tensions identitaires dans le continent attisées :

Une déstabilisation sociale aurait sans doute pour effet de revitaliser les velléités séparatistes. Par extension nous pourrions être confrontés à la réapparition des frictions entre deux pays, possédant un armement technologique et nucléaire puissant, la Chine et l'Inde, minés par des ferments de revendications minoritaires.

6) Les limites au risque de déstabilisation sociale :

les limites à l'explosion sociale relèvent de trois aspects principaux : la culture, l'impuissance et le nouvel opportunisme individuel.

Les Chinois respectent l'ordre⁴² et ont un rapport au temps très différent des occidentaux : ils ont très largement compris que plus on réforme et plus le pays s'ouvre mieux cela vaudra pour la Chine et pour eux, même s'il faut en attendre les bienfaits sur plusieurs années. Toutefois des révoltes ont bien lieu mais elles restent isolées malgré leurs envergures⁴³ et sont confrontées au manque d'information et de coordination. Autre limite, il n'y a ni pluralisme politique, ni syndical. De surcroît, à une culture collectiviste se substitue une culture individualiste. Les intellectuels cherchent d'abord à améliorer leur propre sort au point de vue matériel et ont même tendance à émigrer à l'étranger. Les ouvriers ne tiennent pas à perdre leur emploi alors que le gouvernement cherche à privatiser les anciennes entreprises d'Etat. Enfin il faut compter avec l'éclosion d'une classe moyenne qui cherche à protéger ses acquis et non pas à alimenter la contestation.

7) Les risques environnementaux et sanitaires :

Ce sont ceux liés à la pollution environnementale que génèrent une urbanisation excessive et une croissance industrielle débridée, ce qui accentue notamment la désertification de certaines zones, mais aussi ceux liés aux conséquences d'une agriculture intensive fournissant des produits ne répondant pas encore aux normes occidentales. La grippe aviaire en Asie est révélatrice des risques encourus par la population mondiale. La Chine est, par ailleurs, menacée par une pénurie d'eau due à une surexploitation des nappes souterraines.

Malgré ses engagements en faveur de l'environnement, la Chine affronte également un problème sanitaire majeur avec une importante pollution des eaux et de l'air. Une trop longue inertie pourrait aboutir à une catastrophe humaine. (**annexe 10**).

III. Des contraintes et des effets immédiats sur la communauté mondiale :

1) En raison de la promotion d'un nouveau type de capitalisme :

Nos sociétés sont en effet confrontées à la concurrence d'un nouveau type de capitalisme, « *un capitalisme monopoliste d'Etat* », « *un capitalisme d'apocalypse* »⁴⁴, qui n'est pas régulé par un jeu de pouvoirs et de contre-pouvoirs tels que les règles de protection de la concurrence pour le bien des consommateurs, les législations diverses qui dépendent des hommes politiques, eux-mêmes dépendants de leurs électeurs, mais aussi les politiques sociales et redistributrices issues de l'action syndicale et des

luttres sociales. Ce capitalisme spécifique finira par perturber notre modèle « d'économie sociale de marché » et à le contraindre à de plus en plus de flexibilité.

2) En raison de la capacité de la Chine à édicter des normes et imposer des standards :

La Chine sera en mesure d'imposer ses normes. L'exemple d'Asianux, en informatique, est révélateur du risque encouru : le poids de la Chine, en raison du nombre d'utilisateurs potentiels, devient déterminant et annonce un avenir incertain pour les systèmes concurrents. (**annexe 11**)

La conjonction, d'un système autoritaire, d'une population peu habituée aux choix, d'une masse de consommateurs considérable et homogène du point de vue des usages, sera ainsi déterminante sur le plan de la production des normes. Cela aboutira à la promotion de produits qui s'imposeront partout dans le monde en raison de prix très compétitifs dus à une rentabilité assurée par un immense marché domestique.

3) En raison du recentrage de l'activité économique mondiale en Asie :

Jacques Chirac rappelait : « *La mondialisation résulte de choix économiques et politiques ancrés dans notre conviction que la liberté et l'ouverture servent la prospérité et le progrès* »⁴⁵. Aussi la croissance chinoise est souhaitable car, dans la plupart des autres pays d'Asie aujourd'hui industrialisés, le développement a engendré une élévation du niveau de vie des populations⁴⁶, et a réduit progressivement le décalage avec les pays développés.

Cette croissance posera cependant un problème majeur si elle continue à se réaliser trop à notre détriment⁴⁷ alors que la Chine est en passe de devenir le 2^{ème} bénéficiaire mondial d'IDE.

4) En raison de la désindustrialisation et des pertes d'emplois dans les pays développés :

La Chine possède un réservoir de main-d'œuvre considérable qui fera sans doute encore longtemps pression précisément sur les économies développées occidentales qui n'ont pas l'avantage de la proximité du Japon. Les masses ouvrières cherchant du travail reportent à des décennies la tension sur les salaires. Avec ses coûts de main-d'œuvre très bas, la Chine amplifie ainsi le phénomène de désindustrialisation⁴⁸ et des délocalisations défensives dans nos économies avec pour conséquences un accroissement du chômage, une remise en cause progressive des acquis dans les sociétés les plus avancées socialement et un appauvrissement des producteurs locaux. Ce processus s'aggrave dans le sens où les productions européennes subissent un effet ciseau entre, d'une part, la hausse du prix des matières premières et, d'autre part, une tendance à la baisse des prix qu'accroît une monnaie indexée à un dollar en baisse sensible.

5) En raison de la pénalisation de certains pays en voie de développement :

« *Toutes les stratégies de délocalisation dans des pays proches, qui avaient été mises en œuvre ces dernières années par des groupes industriels, sont mises à mal. Même les ouvriers du Maghreb, du Mexique ou de Roumanie paraissent désormais chers face à la concurrence chinoise* »⁴⁹. La croissance chinoise, en polarisant les IDE, pénalise des économies encore naissantes un peu partout dans le monde et notamment dans des Etats où l'équilibre social et politique reste précaire.

6) En raison de la pression à la hausse des prix des matières premières :

Avec plus de 400 milliards de dollars d'importations, la Chine devient un acteur majeur et bouleverse le marché des matières premières. Aujourd'hui elle est devenue le 2^{ème} consommateur mondial⁵⁰ de pétrole, cherche à stabiliser ses approvisionnements et à se constituer des réserves stratégiques de l'ordre de 90 jours de consommation à échéance de 2015. De même, la production mondiale d'acier a atteint en 2004 un milliard de tonnes et frôle la saturation alors que les besoins chinois croissent de 30% par an. Pour ses ravitaillements, elle développe une intense activité diplomatique en Afrique, au Moyen-Orient, en Asie centrale et, maintenant, dans les pays d'Amérique Latine où elle est la bienvenue. Le processus s'étend à tous les marchés de matières premières.

C. L'UE et la FRANCE FACE à UN DÉFI

L'essor spectaculaire de la Chine, son marché considérable, le poids de plus en plus déterminant de son économie sur la croissance mondiale, son énorme potentiel de réserves de changes, enfin son rôle majeur dans le recentrage de l'activité économique mondiale en Asie et l'impact que celui-ci peut avoir sur nos équilibres sociaux, représentent pour l'UE et la France un véritable « défi ».

En réalité la Chine représente autant une chance qu'un risque. En conséquence, si l'UE et la France en particulier veulent déterminer une ou plusieurs stratégies il convient, dans un premier temps, d'analyser ce défi en termes d'enjeux, de vulnérabilités et d'atouts.

I. Enjeux, vulnérabilités et atouts de l'UE et de la France :

1) Les enjeux :

a) Un enjeu économique :

On constate une évolution de la compétition économique vers des domaines de plus en plus techniques. Ceci a pour conséquence une fixation des investissements internationaux en Chine et risque d'amplifier le processus des délocalisations en Europe lesquelles pourraient dépasser le stade actuel de la production de biens industriels. On en déduit le risque de baisse de compétitivité pour beaucoup de nos entreprises or la compétitivité, c'est surtout assurer leur développement dans une économie mondialisée.

b) Un enjeu social :

C'est d'abord le risque d'accroissement du chômage spécifiquement en Europe occidentale. C'est ensuite davantage de pression concurrentielle engendrant la remise en cause progressive des acquis sociaux dans nos sociétés. C'est enfin le risque d'appauvrissement des revenus réels et du niveau de vie en Europe occidentale.

c) Un enjeu de société :

L'appauvrissement de notre tissu économique peut nous amener à devoir opter entre un mode de vie qui privilégie de plus en plus la part attribuée au temps libre et notre ambition d'améliorer et de pérenniser l'ensemble de nos dispositifs collectifs.

d) Un enjeu politique et diplomatique :

C'est en premier lieu le risque d'affaiblissement de notre influence⁵¹. C'est ensuite le risque de division en UE : en l'absence de véritable politique commune et de diplomatie coordonnée, la Chine ne peut qu'exacerber la compétition avec nos partenaires européens et nous diviser en raison de la multiplication de ses accords bilatéraux, et de ses propres investissements en Europe dont elle sait jouer⁵². C'est enfin le risque d'altération des relations de l'UE avec les Etats-Unis en raison même de la convoitise que son marché intérieur peut susciter⁵³.

2) Les vulnérabilités européennes et françaises :

a) Sur le plan politique et diplomatique :

L'UE a choisi l'élargissement avant l'approfondissement. Le défi chinois nous impose une adaptation rapide : « *Les difficultés des européens à définir une politique commune conduisent parfois les autorités chinoises à s'adresser individuellement aux Etats membres* »⁵⁴. Si elle devait perdurer, cette situation serait préjudiciable à sa légitime ambition de puissance et d'influence.

b) Sur le plan économique :

L'UE n'a pas de politique économique intégrée et n'a pas défini de stratégie coordonnée sur le long terme. Par ailleurs, la BCE et la Commission sont contraintes d'adopter une attitude rigide en raison du confort qu'a apporté la monnaie unique⁵⁵. La compétition fiscale à laquelle se livrent les membres de l'Union est préjudiciable à beaucoup d'entreprises. Sous prétexte de défendre la concurrence des entreprises au sein de l'Union et d'éviter les monopoles, Bruxelles a parfois empêché la constitution de groupes européens à dimension internationale capables de rivaliser avec les américains sur le marché chinois. D'ailleurs, les entreprises européennes, plutôt petites à l'échelon mondial, deviennent des proies faciles pour les grands groupes⁵⁶. Enfin la baisse du dollar et des monnaies asiatiques qui y sont indexées dont le RMB pénalise les entreprises exportatrices européennes⁵⁷ et particulièrement celles de la zone euro.

c) Le handicap français :

Les performances de la France, en retrait depuis quelques années, discréditent son modèle, ses choix collectifs, et les politiques conduites depuis de nombreuses années. Une série de rapports récents font apparaître des conclusions convergentes. L'un des derniers⁵⁸ souligne que « *nous sommes subrepticement engagés dans un processus de décrochage qui peut nous conduire, si rien n'est fait, à une situation, à terme d'une dizaine d'années, difficilement réversible* ».

En réalité l'option d'une sous-activité allant jusqu'à son financement et le poids excessif de sa sphère publique constituent les éléments principaux de ce handicap. Ces facteurs ont des répercussions considérables sur les charges de nos entreprises et donc sur leur compétitivité sur les marchés extérieurs.

D'un autre point de vue, la France est handicapée par une spécialisation industrielle encore trop axée sur les activités traditionnelles fortement concurrencées depuis une trentaine d'années. Par ailleurs nos exportations restent localisées pour l'essentiel hors des pays à forte expansion dont l'Asie qui a connu une croissance moyenne de 6,5% en 2004.

3) Les atouts :

a) Sur le plan politique et diplomatique :

La Chine a pris conscience de la force et de la cohésion de l'UE lors de la négociation de son adhésion à l'OMC. Le lancement de l'Euro lui a démontré le caractère profond et irréversible de la construction européenne. Celle-ci est « *un modèle d'intégration régionale que la Chine étudie attentivement* »⁵⁹. Ayant pris la mesure de l'UE, le document cadre chinois d'octobre 2003 formalise les relations avec l'UE, se prononce en faveur d'une coopération renforcée à l'ONU, à l'ASEM et détaille les nombreux domaines dans lesquels la Chine souhaite intensifier sa coopération économique, scientifique et technique. « *Le partenariat avec l'Europe est maintenant recherché pour ses mérites propres* »⁶⁰.

Enfin la Chine et l'UE sont favorables à l'organisation d'un monde multipolaire.

b) Sur le plan économique :

Pour la Chine, l'UE représente un marché potentiel de près de 500 millions de consommateurs, donc très largement supérieur à celui des Etats-Unis et moins protégé⁶¹, où subsistent d'importantes zones de croissances notamment chez ses nouveaux membres. En revanche le marché européen reste très hétérogène et demande aux exportateurs chinois de s'adapter aux spécificités et aux normes en vigueur dans chacun des Etats.

L'UE est reconnue comme un grand partenaire notamment dans les technologies nouvelles. Elle représente 15% (2003) des investissements en Chine (18% pour les USA) et les coopérations se développent également sur le plan scientifique⁶² et médical.

La France, quant à elle, possède de nombreux atouts grâce à une grande expertise dans certains domaines tels que le nucléaire, autant pour la construction de centrales que pour le traitement des déchets.

Enjeux, vulnérabilités et atouts nous conduisent à proposer une politique d'adaptation exigeante et deux niveaux d'interventions susceptibles d'évoluer en fonction des progrès de la construction de l'UE.

II. Pour une politique d'adaptation, différenciée et évolutive :

1) Une politique d'adaptation :

Cette adaptation devra tenir compte d'une évidence rappelée par Valéry Giscard d'Estaing⁶³ : *« nous estimons avoir le devoir de faire partager aux autres civilisations nos croyances et nos représentations : nous parlons constamment de notre modèle, que nous imaginons faire partager par les autres. Or ce que nous pensons sur les questions fondamentales captive peu les Chinois. Ce qui, en revanche, les intéresse beaucoup, c'est ce que nous savons et savons faire. Aussi est-ce la raison pour laquelle les Chinois ne tirent pas d'enseignement moral ou éthique du développement capitaliste dans lequel ils réussissent si bien »*.

Ainsi devons-nous nous mettre dans une situation d'adaptation et d'interdépendance avec un partenaire considérable, qui ne partage pas nos valeurs, qui développe également une forme de « *capitalisme d'apocalypse* », susceptible de déstabiliser l'ordre économique international mais aussi de doper nos économies.

Cette adaptation implique de mener une politique de partenariat, tenant compte de nos besoins réciproques, et non pas d'opposition. Il faut agir en coopération pour que la Chine puisse se repositionner dans un système politico-social plus évolué. Ceci relève à la fois de l'ordre interne, car elle n'acceptera pas d'ingérence, mais également d'ordre externe dans la mesure où le développement de ses relations économiques est nécessaire à cette évolution et au financement de ses transformations sociales.

L'adaptation revêt également un caractère contraignant pour les européens. La Chine peut être une chance pour la croissance de l'Europe mais également un moyen de modifier son rapport de force industriel avec les Etats-Unis à condition de poursuivre la construction de l'Union et de procéder à des évolutions urgentes. Elle change les données économiques du monde et tout dépend de notre faculté à nous réformer et à nous adapter pour nous insérer dans son formidable processus de développement.

En effet faut-il sombrer dans le pessimisme en raison de l'importance des délocalisations industrielles constatées dans les économies européennes les plus développées ? les Etats-Unis ont perdu 3 millions d'emplois industriels de 2000 à 2003, mais ils ont su créer suffisamment d'emplois (2 millions en 2004, 21,2 millions depuis 1990). Ainsi leur taux de chômage, en pourcentage de la population active, a régulièrement baissé depuis juin 2003 pour se situer début 2005 à 5,4%, chiffre inférieur à 2001, alors que leur balance commerciale avec la Chine est nettement plus déficitaire que celle de l'UE. Il faut par ailleurs souligner le taux très flatteur du Royaume Uni qui se situe fin 2004 à 4,2% (10,6% en 1992). Il y a donc des politiques d'adaptation qui réussissent.

2) Une politique différenciée à deux niveaux, l'UE la dimension pertinente et la France l'échelon indispensable :

Il est évident que l'UE possède la masse critique pour agir et devient la dimension pertinente à l'échelle de la Chine dans une économie mondialisée. Mais en l'absence de progrès tangibles dans la construction européenne et de politiques économiques, budgétaires, sociales, et diplomatiques coordonnées, la France doit, elle même, répondre aux enjeux précités.

En effet, nous devrions rester encore durablement au stade d'un grand marché organisé dans le rôle de « *partenaires-compétiteurs* »⁶⁴. Or le développement spectaculaire de la Chine nous impose une adaptation rapide.

La logique fait donc apparaître, à ce jour, deux niveaux de stratégies : celui de l'UE, la dimension pertinente, où l'on doit coordonner les décisions, stimuler les synergies, favoriser l'émergence de groupes

suffisamment puissants, et mutualiser les efforts, notamment en matière de recherche, et celui de la France, sanctuaire de défense de nos intérêts particuliers.

L'Etat français reste en réalité à ce jour un échelon indispensable. C'est à son niveau que doit être organisée une vraie réflexion stratégique pour nous adapter au défi chinois. Il faut toutefois distinguer le cas des grandes entreprises émancipées qui ont depuis longtemps pris la mesure de la Chine, que l'Etat peut aider occasionnellement, et le reste de notre tissu économique, atomisé, qui doit bénéficier prioritairement d'une politique publique spécifique visant à consolider et promouvoir nos atouts, productions et services, sur les grands marchés internationaux.

3) Une politique évolutive :

Il semble évident que dans la perspective de progrès en matière de structures politiques et d'harmonisation en matière économique, donc impliquant la situation plus mature de véritables partenaires, le niveau pertinent se situera à Bruxelles. Il conviendrait d'accepter cette évolution.

III. L'Europe face à la Chine :

Dans cet esprit, nos recommandations pour l'UE s'articulent autour de trois principes, de trois niveaux d'adaptation et de quatre orientations vers lesquelles elle pourrait s'impliquer davantage.

1) Les principes :

La politique de l'UE face à l'évolution de la Chine doit relever de principes auxquels il conviendrait de ne pas déroger.

L'UE doit rester fidèle aux valeurs sur lesquelles elle s'est construite, et les défendre.

L'UE doit rester fidèle à l'esprit de partenariat qui sous-tend sa politique définie en 1998⁶⁵, politique visant à intégrer davantage la Chine dans la communauté internationale, soutenir sa transition vers une société ouverte, l'intégrer davantage dans l'économie mondiale, mieux utiliser les programmes communautaires, améliorer son image en Chine.

Ce partenariat ne doit pas se faire au détriment de nos relations avec les Etats-Unis. Ainsi se pose le problème de la levée de l'embargo sur les ventes d'armement à la Chine, qui serait certainement bénéfique pour notre industrie. Celle-ci devrait donc être précédée d'une concertation entre alliés et aboutir à des contreparties exigeantes.

2) Les adaptations :

Cela implique, en priorité, l'adaptation des structures de gouvernance de l'UE, la promotion d'une politique économique coordonnée et de nouvelles priorités pour l'affectation des ressources de l'UE.

a) Adaptation des structures de gouvernance à l'enjeu :

L'élargissement nous apporte, entre autres considérations, des zones de croissance, d'intégration économique, qui devraient contribuer progressivement au développement de l'UE, cette croissance étant indispensable pour nos entreprises et l'emploi. D'autre part l'élargissement nous redimensionne par rapport à la Chine.

Cependant il a son revers. Il renforce la concurrence entre les Etats membres qui sont loin d'être à égalité sur le plan social et fiscal. Les nouveaux membres constituent ainsi autant de bases stratégiques pour les entreprises américaines ou asiatiques qui souhaitent investir le cœur du marché européen à moindre coût.

Aujourd'hui nous en sommes à l'approfondissement. Face au défi grandissant de la mondialisation, dans la logique du principe de la multipolarité, qui suppose unité et puissance, il est temps que l'Union se dote d'un système de gouvernance efficace à la mesure de ses ambitions et de ses

grands partenaires. Cela sous-entend, pour le moins, un président qui gouverne, une diplomatie concentrée et un parlement qui contrôle.

b) La promotion d'une véritable politique économique coordonnée :

Le rapport annuel de l'OFCE précise que la zone euro émerge de trois années de quasi stagnation, une « *anémie de la croissance* », qui contraste avec « *la vigueur de l'activité pratiquement partout dans le monde* » et que « *c'est avant tout dans des politiques économiques inadaptées qu'il convient de rechercher les causes de cette langueur économique* ». Le rapport souligne « *des stratégies non coopératives de concurrence sociale et fiscale* ». Il apparaît aujourd'hui indispensable de promouvoir une politique économique et budgétaire coordonnée entre les Etats membres mais également avec la politique monétaire de la BCE pour ne pas nous affaiblir davantage.

Cependant ces observations ne doivent pas éluder la nécessité pour les Etats membres de maîtriser leurs politiques en matière d'accompagnement du social et de l'environnemental, politiques qui ne peuvent se développer que si la croissance économique est plus affirmée. Dans cet esprit, ne faut pas non plus sous-estimer la part d'affaiblissement dans la Zone Euro due à l'insuffisante flexibilité des marchés et au poids excessif des prélèvements obligatoires dans certains Etats.

c) De nouvelles priorités :

On est en droit de se poser la question de l'utilisation des fonds communs : servent-ils véritablement une ambition économique ? c'est une question très importante quand on sait que la politique agricole commune et les fonds de cohésion grèvent l'essentiel du budget de l'UE.

Il semble donc indispensable d'augmenter les moyens de l'UE et de réorienter progressivement, mais sans délai, l'affectation des ressources vers des secteurs clés tels que la recherche, l'éducation, les télécommunications, le spatial, la défense, les infrastructures de transports... En réalité, il conviendrait d'évoluer prioritairement vers le financement de tout ce qui concerne l'économie de la connaissance.

3) Quatre orientations vers lesquelles l'UE pourrait s'impliquer davantage :

a) Pour une stratégie de convergence et de synergie plus affirmée :

L'Europe possède la masse critique pour agir, pour mutualiser nos efforts. C'est à son niveau que peuvent se créer des synergies pour nous redimensionner à l'échelle de la Chine. Dans cet esprit, l'agence pour l'innovation industrielle, décidée récemment en France, devrait s'inscrire dans un grand programme européen. Le rapport BEFFA⁶⁶, à l'origine de la création de cette agence, précise que « *l'extension de la politique à un niveau supranational, doit assurer la coordination avec les efforts européens en matière de recherche et développement* ». Il propose la promotion par l'Etat de programmes technologiques industriels de long terme pouvant constituer un mode de coopération européenne, la taille de ces projets amenant à envisager la politique des programmes au niveau européen.

L'Europe devrait également favoriser l'émergence de nouveaux groupes industriels de taille internationale et non pas se montrer, comme parfois, tatillonne au risque de faire échouer les projets les plus ambitieux. Une synergie devrait se manifester également dans la politique énergétique de l'UE pour développer activement des partenariats spécifiques avec les zones de production pour faire face à l'appétit de nos grands concurrents. Elle devrait lancer une initiative fédératrice sur le plan des énergies renouvelables déjà inscrite dans les programmes pour absorber un choc pétrolier latent. Enfin cette synergie devrait aboutir progressivement à une harmonisation des représentations économiques.

b) Pour des « messages » passant par Bruxelles :

La Chine sait mettre en concurrence les Etats membres de l'UE pour obtenir le maximum de résultats. Puisqu'elle sait jouer de nos divisions et exercer des pressions, notamment lorsque nous avons des remarques ou des critiques à formuler à son encontre, il conviendrait de passer systématiquement par Bruxelles pour émettre les « messages », cela dans la perspective optimiste d'une avancée européenne notamment en matière de gouvernance. Toutes initiatives individuelles exposent

systématiquement leurs auteurs à des mesures de rétorsion de sa part. Cela concerne les problèmes des droits de l'homme, du travail des enfants, de la pollution... Cela concerne également les sujets économiques qui fâchent tels que la contrefaçon, le déséquilibre de nos échanges⁶⁷ qui s'accroît chaque année, les conséquences de la suppression des quotas dans le textile.

L'UE peut dire non⁶⁸! nous devrions souscrire à la formule de Michel Godet « *L'Europe ouverte mais non offerte* ». Ceci implique que l'UE doit enfin apprendre à s'affirmer et à utiliser les clauses de sauvegarde et les mêmes moyens que les Etats-Unis qui savent s'affranchir des contraintes de l'OMC lorsqu'il s'agit de la défense d'intérêts stratégiques ou même de perturbations du marché. Ainsi, il ne faut pas craindre de dire non à la Chine : c'est en se montrant ferme sur le niveau et la qualité de ses exportations qu'on l'obligera à se concentrer également sur le développement de son marché intérieur. Ce ne sera que plus positif sur le plan de l'augmentation du pouvoir d'achat des Chinois.

c) Pour la promotion du modèle européen :

Comme l'UE, la Chine aspire à l'organisation d'un monde multipolaire et cet objectif commun nous rapproche. Or nous souhaitons également, légitimement, promouvoir notre culture et nos valeurs fondamentales, d'une part, parce que nous y croyons et, d'autre part, parce que notre modèle a un coût économique et qu'il convient également de tenter de nous mettre progressivement à égalité concurrentielle. C'est par l'Europe que nous pouvons promouvoir ce modèle mais également aller plus loin en engageant des réflexions avec la Chine pour mettre en lumière les éventuels points de convergences qu'il pourrait y avoir entre notre conception de l'économie sociale de marché et son approche, encore mal définie, de l'économie socialiste de marché. Ainsi nous pourrions peut-être faire ressortir des similitudes sur des objectifs à terme en matière de choix de société, ce qui serait de nature à favoriser l'ensemble de nos relations. « *C'était de temps immémorial, une maxime chez les Chinois que le sage viendrait de l'Occident. L'Europe, au contraire, disait que le sage viendrait de l'Orient* »⁶⁹.

d) Pour une implication sur le principe de gouvernance mondiale :

La Chine développe un « hypercapitalisme » qui n'est tempéré par aucun contre-pouvoir. Sa puissance est telle qu'il risque de porter atteinte aux valeurs auxquelles nous sommes attachés, sur le plan politique, social, environnemental. Plus largement, on peut prévoir que l'internationalisation croissante de l'économie imposera de plus en plus à la communauté mondiale de devoir procéder à des arbitrages entre des intérêts et des valeurs.

En raison même de choix de sociétés et de priorités aujourd'hui aussi différents que ceux de l'UE et de la Chine, partout dans le monde, « *l'enjeu est de faire émerger des valeurs communes qui puissent présider aux conflits d'identité* »⁷⁰. Il convient donc de mettre en œuvre un processus d'identification des valeurs et des biens collectifs mondiaux, et de proposer des mécanismes d'arbitrage et de régulation globale adaptés. Dans son intérêt, l'UE doit s'engager sur cette voie.

IV. La France face à la Chine :

Quand c'est possible, la France doit impérativement rechercher les coopérations avec ses « partenaires-compétiteurs ». Toutefois, en l'absence de politique économique concertée, elle doit défendre ses propres chances sur de grands marchés comme la Chine. Pour s'y montrer compétitive elle doit faire un effort de dynamisme et d'adaptation à un environnement de plus en plus concurrentiel et développer une stratégie relevant des principes de l'intelligence économique.

Les cinq orientations suivantes sont proposées :

1) Pour une politique de réformes visant à nous reconnecter à notre environnement international concurrentiel :

Suffisamment de rapports officiels proposent des orientations et des solutions. Cela passe principalement par l'augmentation de notre quantité de travail, par la maîtrise de la dépense publique, par la réorientation des financements prioritaires sur l'enseignement supérieur, sur la recherche et développement, et par la mutualisation des efforts des secteurs publics et privés sur les idées innovantes.

2) Pour des initiatives de protection de nos entreprises et nos savoirs faire :

Beaucoup trop de nos entreprises, grandes et petites, sont la proie de groupes étrangers. Les groupes chinois seront de plus en plus actifs sur ce terrain.

Un récent rapport recensait environ 150 PME innovantes susceptibles de devenir des cibles. Les pôles de compétitivité sont de nature à les développer et améliorer leur protection. Il convient cependant d'organiser une méthode de veille et de suivi financier et d'imaginer par anticipation des formules de sauvegarde de ce patrimoine précisément lorsque les problèmes de croissance ou de succession sont pressentis.

3) Pour le développement de l'esprit entrepreneurial dès l'université :

D'une part l'entrepreneur n'est pas valorisé, voire souvent suspecté dans notre pays. D'autre part le développement de notre secteur public, avec un statut particulièrement protecteur, a un effet d'appel d'air pour beaucoup trop d'étudiants parmi les plus talentueux. C'est ainsi que nous constatons aujourd'hui un déficit d'environ un million d'entreprises par rapport au Royaume Uni : il ne faut pas en rechercher la cause uniquement sur le plan économique ou bureaucratique mais également sur le plan culturel. Il convient d'imaginer des formations spécifiques et des mesures correctives sur ce qui constitue aujourd'hui un lourd handicap.

4) Pour mieux identifier les vecteurs sur lesquels concentrer nos efforts :

Ce sont d'abord les technologies telles que l'énergie, le nucléaire, l'aéronautique, le traitement des eaux, des déchets... Ce sont ensuite des compétences dans les domaines de la recherche, des réglementations, du droit, de la lutte contre la pollution, de la médecine et de ses techniques telles que le traitement de l'urgence et plus largement l'organisation de la santé ...

Les efforts doivent concerner également la formation de nos étudiants en langues étrangères, anglais, mandarin mais également l'accueil des étudiants chinois, la formation des cadres chinois, pour les familiariser à nos modes de fonctionnement et tenter de les faire adhérer à nos valeurs. Enfin les échanges doivent être multipliés : échanges culturels et scientifiques, le tourisme...

5) Pour développer en Chine une dynamique de « l'intelligence économique » :

Cela suppose de créer et de développer des réseaux pour une politique d'influence. Nos efforts en matière « d'exportation » du droit français⁷¹ vont dans le bon sens.

Par ailleurs, il convient de muscler nos moyens sur place, notamment les Missions Economiques, mais également de créer en Chine, et en aidant à leur financement, des avant-postes opérationnels basés sur des compétences stratégiques, cabinets d'expertises, d'avocats, d'experts comptables, linguistes pour piloter les candidats exportateurs ou investisseurs. L'Etat doit jouer dans ce domaine un rôle moteur.

Il apparaît, d'autre part, nécessaire de faire assister nos PME, exportatrices ou désirant investir en Chine, par des groupes puissants déjà installés. Une forme de parrainage est à promouvoir.

Enfin il conviendrait d'internationaliser l'encadrement de nos PME : les spécificités économiques et culturelles de la Chine, la connaissance de ses modes de fonctionnement, imposent le recours à des ressources humaines immergées dans le tissu économique local.

CONCLUSION

Par les choix qu'elle fera dans les prochaines années en matière informatique, d'OGM ou d'énergies, la Chine façonnera sans doute le monde de demain. Elle produira et mobilisera un nombre de chercheurs⁷² qui n'aura pas d'équivalent et, dès lors, les inventions du 21^{ème} siècle seront majoritairement chinoises.

Faut-il alors craindre une montée en puissance des antagonismes régionaux ? Faut-il trembler en raison des incertitudes internationales et des doutes que nous pouvons avoir sur sa capacité à maîtriser son évolution ? Faut-il s'enfermer dans la voie protectionniste en raison de l'impact de son expansion sur nos propres équilibres ?

Pour tempérer ces craintes et un certain pessimisme ambiant, il convient d'abord de se rappeler que l'idée de domination est contraire à la culture chinoise cinq fois millénaire et que sa priorité reste le développement économique.

Il convient ensuite de tenir compte d'évidences rappelées par Monsieur WU JIANMIN⁷³ : en réponse au livre d'Erik IZRAELEWICZ, « *Quand la Chine change le monde* », il argumente « *C'est aussi le monde qui change la Chine* » (**annexe 12**). En effet, si la Chine change les données économiques du monde, son ouverture la modifie progressivement en profondeur de par les idées nouvelles qui s'y diffusent, de par l'action des grandes institutions internationales qui lui imposent une législation de plus en plus moderne et des engagements dans des traités contraignants, enfin de par le jeu des marchés et de la négociation.

Faut-il réagir ? certainement car il faut d'admettre que tout dépend de nous, de notre faculté à évoluer pour nous immiscer dans ce formidable processus de développement avec un objectif de « gagnant gagnant ».

Le Professeur Reynald DRIFTE⁷⁴ rappelle : « *Avec la Chine, il ne faut pas raisonner en terme de « danger » mais seulement en terme de « défi ».* Le défi n'est pas nécessairement négatif parce que l'on peut trouver des solutions. Le défi implique, également, notre propre défaillance, notre remise en cause, notre adaptation. Le défi permet enfin la discussion, la concertation ».

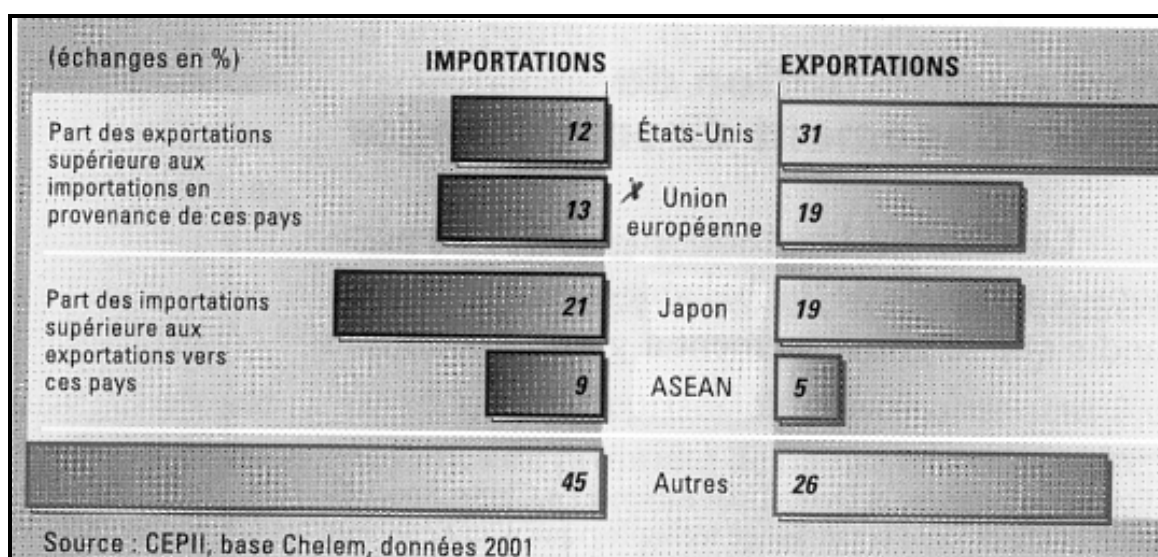
Il faut toutefois se rappeler la pensée de SUN TZU : « *Etre victorieux dans tous les combats n'est pas le fin du fin ; soumettre l'ennemi sans croiser le fer, voilà le fin du fin* »⁷⁵.

Ainsi, c'est de notre clairvoyance, de notre capacité d'adaptation, de la concertation, du partenariat et surtout de notre faculté à modifier la Chine que dépend notre avenir.

中國

ANNEXES

Annexe 1 : Les investissements directs étrangers, les échanges.



Annexe 2 : éléments économiques complémentaires (contribution 81)

1) L'industrie de l'usine du monde :

La Chine est devenue l'usine du monde avec des salaires parmi les plus bas : un ouvrier gagne en moyenne 50 euros par mois. Dans l'informatique ceux-ci sont 5 fois inférieurs à ceux de Taiwan. En 2002, dans l'industrie textile, le coût d'une heure de travail était de 0,61 dollar en Chine côtière, de 0,41 dollar en Chine intérieure contre 14,22 en France. Un jeune diplômé de niveau doctorat gagne 220 à 430 euros par mois. Pour un chef de département c'est 470 euros au maximum¹. Le réservoir inépuisable de main-d'oeuvre, entre 300 et 500 millions de personnes, garantit des salaires et des coûts de production imbattables pour longtemps. Aujourd'hui seulement 11% des salariés travaillent dans le secteur étatique.

En octobre 2004 la croissance du PIB limitée à la seule industrie avait progressé de 15,5% sur un an. Les usines étrangères qui assuraient depuis 1994 les 2/3 du boom des exportations n'en assuraient plus que 50% en 2002. Les entreprises se développent donc et des multinationales chinoises apparaissent dans tous les secteurs. 80% des 80 produits les plus vendus en Chine sont de marques locales. De plus, la montée en gamme des savoir-faire est spectaculaire. La Chine s'attaque maintenant aux technologies de pointe même pour des produits à forte valeur ajoutée nécessitant une main d'œuvre très qualifiée.

Cependant la contrefaçon répandue dans tous les domaines atteint un niveau industriel très élevé : le manque à gagner pour les marques piratées serait de l'ordre d'un milliard de dollar.

Aujourd'hui, le risque le plus important réside dans l'apparition de nombreuses surcapacités.

Enfin le développement économique a un effet désastreux sur l'environnement. Si les chinois polluent peu individuellement, leur nombre associé à la croissance industrielle (35,6% en 2003) qui n'est pas soumise à des normes environnementales font de la Chine le plus grand pollueur de la planète. Par ailleurs les travaux gigantesques entrepris pour le détournement d'une partie du Yang Tsé et la construction de l'énorme barrage des Trois-Gorges, opérationnel en 2009, aura un fort impact écologique.

2) L'énergie, le grand défi :

C'est le grand défi des prochaines décennies : la consommation électrique augmente de 10% par an depuis 20 ans et 20% de la demande n'est pas satisfaite, soit un gap de 30 millions de KW. L'objectif est de construire chaque année des capacités de production de 2500 mégawatts supplémentaires. La production d'électricité est essentiellement assurée par les ressources hydrauliques (25%) et charbonnières (70%). La Chine est dépendante en matière de gaz liquéfié et de pétrole. Pour ce dernier elle est le 5^{ème} producteur mondial mais ne couvre que les 2/3 de ses besoins qui s'élèvent en 2005 à 6,4 millions de b/j² : un projet avec la Russie permettrait de couvrir le 1/3 des importations. Elle est devenue le 2^{ème} importateur mondial après les USA avec 120 millions de tonnes. Afin de stabiliser son approvisionnement, la Chine cherche à diversifier ses fournisseurs et à constituer des réserves stratégiques. Ses réserves de change de l'ordre de 650 milliards de dollars le lui permettent aisément. Pour ce qui concerne l'énergie nucléaire, l'objectif est de passer de 7 millions de KW à 36 soit 34 centrales nucléaires à l'échéance de 2020.

3) Science et technologies, la marche vers l'émancipation :

Après avoir exporté des marchandises à bas coûts, la Chine tente de remonter la chaîne de la valeur ajoutée. Si la part du PIB consacrée à la recherche et au développement ne se situe encore qu'à 1,3% (chiffre 2002) contre 0,7% en 1992, l'OCDE prévoit ce budget au 3^{ème} rang mondial dans un avenir proche. Les rapidité de réaction et d'adaptation chinoises mues par d'incessantes tentatives d'émancipation dans le domaine des hautes technologies sont surprenantes.

Désormais, elle n'hésite pas à attirer les enseignants de renom. (ex. souvent 2 fois le salaire d'un professeur d'université en France)³. La Chine, qui a envoyé 700 000 étudiants à l'étranger depuis 1978, les incite à revenir en leur promettant de bons salaires des budgets et des conditions de vie agréables.

Toutes les multinationales ouvrent des sites de recherche et développement : entre 1990 et 2002, uniquement pour les télécommunications et l'informatique, 223 nouveaux centres ont été créés. Là encore l'effet

¹ brochure « investment in Chengdu ».

² plus de 20 millions de barils/jour aux USA en 2003.

³ les anciens professeurs de Fudan gagnent entre 10 et 20 fois plus qu'il y a 10 ans.

salaires est déterminant : un ingénieur coûte 300 à 400 dollars par mois contre 2000 pour un Japonais. Aussi, les ventes high-tech sont passées de 9 à 64 milliards de dollars entre 1992 et 2001. Elle produit 39 millions d'ordinateurs soit ¼ de la production mondiale (prévision 2008 : 90 millions) .

Il faut cependant relativiser, la Chine ne s'est pas encore affranchie de sa dépendance technologique : en 2001, les 72 milliards de dollars consacrés à la recherche étaient équivalents au budget recherche des 20 premières firmes américaines et si certains étudiants reviennent au pays cela ne permet pas d'endiguer le flux des partants. (en 2003, 117 000 dont 69 000 à destination des USA).

4) Politique spatiale, la reconnaissance d'une puissance moderne :

La conquête de l'espace participe à la valorisation de la puissance chinoise et au rôle central accordé aux experts scientifiques dans la construction de la Chine moderne. La commercialisation par la Russie de ses compétences en matière spatiale rendue nécessaire pour financer son propre budget a été l'élément décisif.

Si l'existence d'objectifs stratégiques spatiaux est réelle cette politique dépasse largement les objectifs opérationnels militaires. « *La motivation principale est d'ordre utile et symbolique* » précise Isabelle Sourbès-Verger⁴, utile pour le développement et la mise en valeur du territoire, utile pour légitimer l'acquisition de compétences extérieures par des transferts de technologies civiles, symbolique parce que c'est la preuve d'une compétence fondamentale de la recherche chinoise.

L'avenir dépend de la perception du rôle stratégique de la politique spatiale par le gouvernement, des conditions du développement, de sa capacité à assurer les investissements nécessaires.

5) L'agriculture, « priorité des priorités » :

Même si elle atteint le 8^{ème} rang mondial pour l'exportation de produits agricoles (20 milliards de dollars en 2003 soit le double de 1990), la Chine doit moderniser son agriculture : ceci a été décrété « priorité des priorités ». Les paysans, trop nombreux, sont concentrés sur de petites surfaces. Ils sont méprisés par ceux qui profitent de la croissance et souvent rackettés par l'administration locale. L'écart de revenu entre les villes et les campagnes est de 1 à 3. aussi les révoltes rurales augmentent avec les disparités sociales et, chaque année, ce sont 2 millions de paysans qui abandonnent leurs terres pour raisons économiques. Ajoutons que la croissance urbaine se fait souvent au détriment des meilleures terres, ce qui accroît le risque de pénurie alimentaire.

Le gouvernement a entrepris une reconversion en privilégiant les domaines les plus intensifs en main-d'œuvre, comme les fruits et légumes, les fleurs ou la production animale qui rapportent plus et où la Chine jouit d'avantages compétitifs. Ainsi elle se situe au premier rang mondial pour la production de poires, de pommes et pour l'exportation de tomates, de légumes secs et congelés et de produits aquatiques... Ses exportations de fruits et légumes vers les USA et l'UE sont encore limitées par les coûts de transport et aussi par des problèmes de sécurité alimentaire en ce qui concerne la viande et le poisson.

La production de céréales, trop subventionnée dans les pays occidentaux, a été délaissée et recule de façon inquiétante depuis les années 90 passant de 390 millions de tonnes en 1999 à moins de 330 millions de tonnes en 2003.

Toutefois, la Chine devient de moins en moins pauvre, ce qui veut dire une consommation plus haut de gamme donc une consommation plus riche en viande or la production de viande est extrêmement chère : ainsi pour 1 kg de viande de poulet il faut plusieurs kilos de grains qu'il faut maintenant importer car la production de grain n'est plus intéressante pour les agriculteurs leur prix n'étant plus garanti par l'Etat.

Malgré tout, la Chine est, avec le Vietnam, le pays au monde où la production globale agricole a le plus augmenté ces dernières années. Les efforts en investissement sont massifs dans la recherche agroalimentaire et en agro génétique et participent à l'accroissement du secteur agricole. Ainsi, par exemple, ce sont 3 milliards d'euros sur 5 ans et 2000 chercheurs qui travaillent à mettre au point des semences génétiquement modifiées : elles ne sont pas encore sur le marché par décision du gouvernement chinois.

⁴ « La politique spatiale chinoise » (« la Chine », questions internationales, commentaire, la Documentation Française).

Annexe 3 : La Chine et l'Inde (contribution 09)

Dans son environnement, en Asie du sud-est, c'est vraisemblablement l'Inde qui posera le plus de problème à la Chine. Ce ne sont pas tant les escarmouches frontalières qui sont en cause, même s'il y a toujours des territoires disputés, l'Aksaï Chin, une partie du Cachemire, l'Arundachal Pradesh ; d'ailleurs, Pékin n'a-t-il pas reconnu, en 2003, la souveraineté indienne sur le Sikkhim ; ni l'asile donné au dalaï-lama, ni les troupes maoïstes au Népal. En réalité, ce qui pose problème, c'est la juxtaposition de deux puissances qui, chacune, peut prétendre à une place de première économie mondiale aux alentours de 2050.

Par ailleurs, un aspect à ne pas négliger reste le voisinage des deux pays les plus peuplés, chacun dépassant largement le milliard d'habitants, avec des politiques de planning familial voisines, plus sévère en Chine qu'en Inde, de sorte que l'Inde devrait l'emporter en nombre en 2030. En outre, une conséquence, non désirée, de ces politiques de limitation des naissances est le surplus de population masculine que l'on estime à 30 millions de part et d'autre, dès 2030, pouvant conduire soit à des troubles intérieurs graves soit à de l'aventurisme militaire, selon l'adage bien connu « *a surplus of men, a deficit of peace* ».

Un autre problème, reste le développement, par chacun des deux pays, de leur marine de guerre, pour des raisons identiques : pour New Delhi, l'océan indien doit être effectivement indien ; de même, pour Pékin, les mers de Chine doivent effectivement être chinoises ; entre les deux, une série de détroits vitaux.

Enfin, chacun des deux pays est une puissance nucléaire. La Chine une puissance nucléaire affirmée, l'Inde, une puissance nucléaire en devenir. Cette dernière vient de passer de la dissuasion nucléaire aérienne à la dissuasion nucléaire terrestre, grâce aux missiles Agni II d'une portée de 2500 km. L'Agni III, en cours de développement, aura une portée de 3700 km et sera donc capable d'atteindre Pékin. Il sera opérationnel entre 2010 et 2020. La Chine, de son côté, a mis en place des missile moyenne portée au Tibet et contourne l'Inde en maintenant un partenariat stratégique avec le Pakistan. On remarquera, au passage, ce subtil phénomène de prolifération : c'est parce que la Chine était une puissance nucléaire que l'Inde s'est dotée de cette arme, et c'est parce que l'Inde s'en est dotée que le Pakistan a fait de même, dans un contexte similaire de dissuasion du faible au fort. Le Pakistan développe actuellement le Ghauri II d'une portée de 2000 à 2300 km, venant après le Ghauri I de 1300 à 1500 km.

Sur un autre plan, le tsunami de décembre 2004 a particulièrement mis en avant cette lutte pour le leadership régional. L'Inde a refusé toute aide extérieure et a même aidé ses voisins, alors que la Chine, piquée au vif par la presse indienne qui parlait d'une « relative indifférence de la Chine à ce qui se passe hors de l'Empire du Milieu »⁵ s'est empressée de répondre en promettant des aides d'Etat et en faisant également appel aux dons privés.

Pourtant, il semble qu'il faille redéfinir la façon dont on appréhende le rapport Chine-Inde. Loin du débat « efficacité chinoise - démocratie indienne », il semble que chacun agisse avec ses atouts et ses handicaps, et suive des orientations plus ou moins parallèles, ayant pris conscience de trois complémentarités entre les deux économies. La première est la collaboration dans la recherche de solutions efficaces au décollage d'économies de telle ampleur⁶. La seconde est la mise en place de processus destinés à favoriser le marché intérieur qui seul peut pérenniser la croissance enfin, plus discutable à terme, serait de tenter d'assurer sorte de partenariat entre les deux économies : aux uns l'industrie, aux autres l'informatique. Les deux états commencent donc à collaborer à l'OMC. Ils ont ainsi pris conscience de l'ampleur de défis quelque peu identiques.

Lorsque de telles masses démographiques entrent en jeu, la globalisation change d'échelle⁷.

⁵ Citation reprise dans le très nationaliste *Pioneer* de Bombay.

⁶ Il ne se passe pas un jour sans que la presse des deux pays ne commente, en positif comme en négatif, l'expérience du voisin.

⁷ Que se soit dans le domaine des risques sanitaires (voir les rapports de l'OMS en particulier) mais aussi les défis environnementaux, ceux touchant aux ressources naturelles ou à l'immigration.

Annexe 4 : Chine et Japon, des partenaires chien et chat

Article de MICHEL DE GRANDI, correspondant des « Echos » à Tokyo (25 avril 05)

Les échanges et la croissance économiques peuvent bien sûr contribuer à la stabilité sociale, ils restent bien incapables de régenter les relations politiques entre deux grands partenaires commerciaux. Les manifestations antijaponaises de ces dernières semaines, en Chine, ont ouvert un nouveau chapitre dans les relations tumultueuses qu'entretiennent ces deux pays cousins. La publication des manuels scolaires japonais, trop silencieux sur les exactions de l'armée impériale durant l'invasion en Chine dans les années 1930, a fait figure de prétexte idéal. Depuis, Junichiro Koizumi, le Premier ministre japonais, s'est excusé. Il n'en reste pas moins que la maladresse chronique dont fait preuve son pays avec son passé attise les tensions, même si elle ne constitue pas la seule raison aux frictions bilatérales.

Le dernier revirement de Junichiro Koizumi ne peut occulter une constante : tant du côté japonais que du côté chinois, les dirigeants se montrent traditionnellement extrêmement têtus. A Tokyo, d'aucuns critiquent de plus en plus ouvertement la politique de leur Premier ministre, dont les options crispent non seulement la Chine, mais aussi la Corée du Sud et la Russie. Ainsi, chaque nouveau pèlerinage au sanctuaire de Yasukuni, dédié aux victimes de guerre, est perçu par Pékin comme une provocation.

En outre, le Japon comme la Chine sont animés de sentiments nationalistes très forts. La population chinoise, fière et sensibilisée par le régime aux agressions japonaises, n'a pas eu beaucoup à se forcer pour descendre dans la rue. La tonalité des dernières déclarations du Premier ministre japonais devra revenir souvent dans les discours, de part et d'autre, pour donner l'impression d'une réelle volonté d'avancer.

La rigidité est aiguisée par la compétition politique dans laquelle les deux Etats sont engagés. La Chine, s'est lancée, ces dernières années, dans une vaste offensive diplomatique mondiale. Elle a besoin des investissements étrangers pour assurer sa croissance et veut par tous les moyens corriger son image longtemps dominée par la question des droits de l'homme. Intégration à l'OMC, jeux Olympiques à Pékin en 2008 et Exposition universelle à Shanghai en 2010, mise en place d'une politique régionale très active, lancement d'un homme dans l'espace... les succès chinois s'additionnent. Les dérapages aussi, comme la loi antisécession adoptée en mars et destinée à couper tout élan indépendantiste de Taiwan. Présentée par Pékin comme pacifique, elle est perçue dans le monde entier comme une menace à l'égard de Taïpeh. Cette question a des prolongements à Washington. L'île est liée aux Etats-Unis par un accord de sécurité nationale. En cas d'agression, Washington et Tokyo interviendront dans le détroit de Formose.

L'axe américano-nippon ne peut empêcher le Japon de chercher, lui aussi, à exister en tant que nation souveraine. Tokyo sort de dix ans de récession économique, relance sa diplomatie, envisage d'amender sa Constitution pour perdre sa dimension pacifique et entend faire davantage entendre sa voix dans les institutions multilatérales. Il est depuis longtemps candidat à l'obtention d'un siège permanent au Conseil de sécurité de l'ONU, précisément là où la Chine est la seule à représenter le monde asiatique. Elargir le Conseil de sécurité reviendrait à accepter, pour Pékin, de partager ce leadership et à renforcer au passage le poids des pays développés. Absolument inenvisageable.

Pour l'instant, la rivalité politique a peu de chances d'être attisée par une concurrence économique. Ici, les deux pays n'ont pas le même poids, même si leurs économies dépendent de plus en plus l'une de l'autre. Le Japon vend surtout des machines-outils et des composants à des entreprises qui assemblent les produits en Chine avant de les réexporter. En revanche, leurs stratégies divergent sur l'accès aux ressources naturelles. Tous deux dépourvus de réserves, ils se disputent les accès, notamment en Russie. Pour ne rien faciliter, la mer de Chine orientale qui les sépare, longtemps considérée comme pauvre en hydrocarbures, pourrait finalement contenir des gisements. Les forages que Tokyo vient d'autoriser à la limite des eaux territoriales chinoises constituent une nouvelle pomme de discorde. Ces enjeux relèguent presque au rang de conflits mineurs les disputes territoriales que Pékin et Tokyo entretiennent depuis des décennies autour d'un chapelet d'îles.

Dans l'immédiat, un retour au calme paraît plausible. Mais il ne règle en rien les questions de fond. Va-t-on assister à un boycott des produits japonais en Chine ? Peu probable, répondent les analystes, même si chacun à Tokyo tente déjà d'en évaluer l'impact. Les automobiles japonaises en Chine devraient être les premières cibles, estime l'un d'entre eux. Les produits cosmétiques, l'électronique seraient également dans le collimateur du consommateur chinois. Au pis, ces réactions épidermiques pourraient durer quelques mois, prévoient la plupart des observateurs. Quant à leur impact réel sur la croissance, il serait infime. A court terme, les intérêts japonais en Chine ne sont pas en péril. L'Empire du Milieu a absorbé l'an dernier 13 % des exportations japonaises et lui a vendu pour 8 % de ses importations totales. Les deux pays vont rester des partenaires commerciaux de premier plan.

En revanche, l'échéance de septembre avec la réforme de l'ONU risque d'être agitée. A moins d'être une nouvelle fois retardée, elle pourrait donner lieu à un droit de veto de la Chine à l'entrée du Japon au Conseil de sécurité. Le geste serait loin d'être anodin car Pékin montrerait du même coup qu'il est prêt, le moment venu, à monter en première ligne. L'occasion pour la Chine de franchir une nouvelle étape.

Le point de vue d'une association antijaponaise en Chine :

3 QUESTIONS À
Feng Jianhua
Animateur de l'une des principales associations antijaponaises en Chine

En 2001, Feng Jianhua avait profané le sanctuaire Yasukuni, à Tokyo, qui honore, parmi les soldats japonais tombés au combat, une douzaine de criminels de guerre. Cet acte avait fait de lui un « héros ». Rentré au pays après avoir passé huit ans au Japon, il dirige l'Association pour la protection des îles Diaoyu (Senkaku en japonais) que se disputent les deux pays. Il est l'un des chefs de file des manifestations antijaponaises de ces dernières semaines. Pourquoi le Japon suscite-t-il autant de haine aujourd'hui en Chine ?

► L'évolution du Japon me fait peur.

L'Express
du 25 avril 05

nalistes, tout en interdisant les manifestations à Pékin ?

► Les actions des associations patriotiques et celles du gouvernement se complètent. Nous voulons renforcer la position du gouvernement, le pousser à agir. En même temps, il y a chez nous beaucoup de problèmes sociaux. Les mécontents pourraient être tentés d'exploiter la situation. La marge de manœuvre du gouvernement est donc étroite et nous comprenons son attitude.

Qui sont ces nationalistes en colère ?

► Personne en Chine n'est indifférent à l'égard des crimes passés du Japon. Les membres de notre association sont de plus en plus jeunes, parfois des lycéens. Il y a surtout des cols blancs, des représentants des professions libérales, des professeurs d'université, des entrepreneurs, mais aussi des ouvriers, des paysans et des fonctionnaires. Pourtant, les nationalistes chinois sont encore trop mous. ● **Propos recueillis à Pékin par Frédéric Keller**

Mais, s'il nous défie, ce ne sera plus comme il y a soixante ans. Le temps où nous ne faisons qu'obéir est fini. Je suis pour la paix. Mais, si l'on ne gère pas les frictions actuelles, il y a un risque réel de conflit. Un pays ne peut pas affirmer qu'il veut être normal, prétendre entrer au Conseil de sécurité de l'ONU, tout en rejetant ses responsabilités historiques comme le font les japonais en publiant des livres d'histoire révisionnistes. Il y a aussi les îles Diaoyu. Elles ont été arrachées à la Chine au ^{xx}e siècle, lorsque l'empire était faible et agressé. La Chine doit réagir.

Que pensez-vous du pouvoir chinois, qui soutient les natio-

Annexe 5 : La Chine et Taiwan (contribution 09)

Jean-Pierre CABESTAN, directeur de recherche au CNRS, résume parfaitement la situation en quelques mots : aujourd'hui, une même réalité économique renforce les liens entre Taïwan et la Chine, mais persistent, du côté chinois, une volonté unificatrice, du côté taïwanais, une volonté indépendantiste. Taiwan reste au cœur des préoccupations chinoises et figure en bonne place dans le préambule de la constitution : « *Taiwan est un territoire sacré de la République Populaire de Chine. Et l'accomplissement de l'œuvre grandiose de la réunification de la patrie est le devoir sacré du peuple chinois tout entier, y compris de nos compatriotes de Taiwan* ».

Dans le même temps une réalité s'impose : les milieux d'affaires et les industriels taïwanais investissent sur le continent et participent, ainsi, à l'essor économique de la Chine ; le commerce entre le continent et l'île a été multiplié par 1000 entre 1978 et 2002¹. Sur le plan de la politique intérieure taïwanaise, le vieux parti Kuomintang (KTM), irréductible ennemi du Parti Communiste chinois (le PCC) a perdu le pouvoir au profit du parti démocratique (PDP) de Chen Shui Bian. On pourrait croire qu'il s'agit là d'un élément favorable au rapprochement : il n'en est rien, car il n'y a pas plus indépendantiste que Chen Shui Bian² et pas plus « patriotes chinois » que les partisans du KTM, attitude qui peut paraître incohérente. Mais le principe de cohérence (voire de non-contradiction) n'est pas au fondement de la pensée chinoise : pensée concrète, mais en même temps pensée poétique qui s'exprime dans les idéogrammes calligraphiés, pensée pratique et commerciale, cherchant la pragmatique sanction et la réussite, pensée en même temps romantique, la pensée chinoise s'accommode des contraires et combine le Yin et le Yang.

Il n'y a pas plus de cohérence apparente dans le comportement de Pékin. Ainsi vont de pair :

d'une part :

- le déploiement militaire de l'Armée Populaire de Libération (APL) face à Taïwan, cinq cents missiles à courte et moyenne portée³, équipement des régiments d'infanterie en véhicules amphibies et de la marine en bâtiments de débarquement.
- la traduction récente (mars 2005) par le congrès national de l'Etat de la partie du préambule de la constitution, relatif à Taïwan, en une loi anti sécession.

d'autre part :

- la déclaration selon laquelle Pékin était prêt à négocier avec Taipei. sans avoir « d'a priori négatifs sur la personne avec qui l'on peut négocier »⁴ l'autorisation, pour la première fois depuis 1949, des vols directs entre les deux capitales⁵,
- et la multiplicité des échanges commerciaux.

C'est que la Chine est l'un des pays au monde qui sait le mieux cultiver la politique du verbe et de la gesticulation : il s'agit d'impressionner le président Chen Shui Bian. Ce n'est pas, en effet, l'intérêt des zones côtières orientales et méridionales, les plus dynamiques on le sait, de voir transformer la mer bordière en zone de combat.

Dans l'état actuel des choses, avec une économie chinoise en pleine expansion, une guerre pour récupérer Taiwan ne serait pas rentable. La République Populaire de Chine s'inspire toujours des préceptes de SUN TZU en la matière : ne pas détruire par les armes le royaume que l'on veut annexer, ce serait contre-productif ; ne livrer bataille que quand on est sûr de la gagner, or est-ce bien le cas quand on sait, à Pékin, que derrière Taiwan se profile l'ombre protectrice des Etats-Unis. Tout concourt donc, les réalités, les intérêts économiques, le mode de pensée, à ce que les relations entre le continent et Taiwan soient les moins conflictuelles possibles. En outre, la Chine peut très bien continuer à vivre sans Taiwan.

¹ Les investissements taïwanais sont en constante progression sur le continent : de l'ordre de 100 milliards de dollars ; ils représentent 15% des investissements étrangers. Par ailleurs, les délocalisations taïwanaises en Chine sont créatrices d'emplois et contribuent à l'intégration de la Chine dans le circuit mondial de la production de masse, car les donneurs d'ordre des entreprises taïwanaises sont le plus souvent extérieurs, américains et japonais.

² Le président taïwanais a officiellement souhaité la tenue d'un référendum sur le sort de l'île en 2006.

³ La largeur du détroit de Taiwan est de 200 km.

⁴ en référence à Chen Shui-bian, le nouveau président taïwanais résolument indépendantiste.

⁵ A l'occasion des cérémonies du Nouvel An chinois.

Annexe 6 : La modernisation des forces armées chinoises (contribution 31S-09-C.P.)

La Chine est-elle aujourd'hui une grande puissance militaire ? Selon la plupart des experts, la puissance militaire chinoise est faible en valeur absolue.

L'Armée Populaire de Libération (APL) reste encore forte en nombre avec 2.300.000 hommes, mais depuis 1949 elle déjà subi 9 réductions de format. L'Armée de Terre est ainsi passée de 6.200.000 hommes en 1951 à 1.600.000 hommes aujourd'hui. Rapportés à la population du pays, ces effectifs sont bien faibles puisque le ratio est de 4 fois inférieur à celui de la France par exemple. De plus, ces effectifs ne disposent, d'après les analystes, que d'un noyau dur de la taille de l'armée belge, le reste étant constitué de troupes à l'équipement obsolète et à la doctrine anachronique. La Commission Militaire Centrale (CMC) consciente de la faiblesse et du retard technologique de ses forces, a donc commencé à prendre les orientations et les décisions nécessaires à leur modernisation. Tout ne pouvant être fait à la fois, des priorités ont dû être considérées.

L'Armée de Terre n'est pas prioritaire. C'est elle qui a subi de plein fouet le plus gros de la déflation des forces. De plus, elle a beau aligner le plus grand parc de chars du monde (7.000) il est vétuste et ne dispose d'aucun blindé de 3^e génération. Elle ne possède qu'un petit nombre de véhicules de combat d'infanterie et de transport de troupes (à peine 4.500), ce qui ne lui assure pas la mobilité nécessaire à toute armée moderne. L'essentiel de son artillerie est constituée de canons tractés (13.500) et non de canons automoteurs (1.200), ce qui nuit également à sa mobilité. Enfin l'APL ne dispose pas d'hélicoptères d'attaque, devenus un élément incontournable. Dès lors, pour moderniser l'Armée de Terre, un certain nombre de décisions ont été prises : la déflation des effectifs d'une part, un certain nombre d'expérimentations d'autre part et enfin des achats à la Russie.

L'Armée de l'Air, par contre, a subi un véritable plan de modernisation en adoptant la grande famille des Sukhoï. Les uns sont achetés en Russie, les autres fabriqués sous licence. Dans un premier temps, la Chine a acquis 36 Sukhoï-27 et en a construit entre 80 et 90 sous licence. Elle s'est, dans un deuxième temps, dotée de Sukhoï-30. Il y a dans ce passage non seulement une avancée technologique, mais aussi une indication d'ordre politique et géostratégique. Si le Su-27 est un avion de supériorité aérienne (équipé pour l'essentiel de missiles air-air), le Su-30 est un appareil polyvalent doté, outre des missiles air-air, de capacités d'export d'armement air-sol de dernière génération, en particulier ceux à guidage laser. Autrement dit, cela signifie que l'on passe d'une posture de défense aérienne à celle d'offensive et de pénétration. L'Armée de l'Air chinoise souffre pourtant de quelques faiblesses. Elle ne dispose que de très peu d'avions de transport (achetés à la Russie ou construits sous licence). La majorité d'entre eux dispose d'une technologie datant des années 50 et d'une autonomie et d'une capacité insuffisante. Cela signifie que la capacité de projection est clairement insuffisante dans la perspective d'une opération moderne. Elle manque aussi cruellement d'avions de détection avancée, tant pour la surveillance des zones terrestres que maritimes. Elle envisage donc d'acheter à la Russie ces matériels qui lui font défaut : 22 Iliouchine-76 et 5 Beriev-A50.

C'est pourtant sur la Marine que portent les plus gros efforts de modernisation. Ils mettent clairement en évidence la politique géostratégique de contrôle des lignes d'approvisionnement de matières premières et des détroits d'une part, et sont un signe adressé à Taiwan d'autre part. La Chine dispose aujourd'hui de 5 sous-marins d'attaque nucléaires (SNA) de classe Han. Ils sont équipés de missiles mer-mer. Un sixième bâtiment est en construction et devrait être capable de lancer des missiles de croisière. Elle a de plus acheté en 10 ans 9 sous-marins classiques de classe Kilo et 2 destroyers de classe Sovrenenny à la Russie, et négocie actuellement l'acquisition de sous-marins de la classe Oscar (celle du Koursk). De plus, les arsenaux chinois viennent de livrer 4 destroyers (2 seront livrés en 2005) et 13 frégates.

La Marine chinoise est donc en passe de devenir une flotte de haute-mer, mais elle ne l'est pas encore puisqu'elle souffre d'une lacune grave : sa couverture aérienne n'est assurée que par des avions basés à terre. Le rayon d'action du Su-30 compense quelque peu cette faiblesse, mais la Chine envisage surtout de se doter à l'horizon 2015-2020 de 2 portes-avions de 50.000 tonnes. Ceci dit, la sûreté des lignes d'approvisionnement (quand il s'agit des îlots de Mer de Chine) ou Taiwan nécessitent d'autres moyens adaptés : des moyens amphibies. La flotte chinoise de bâtiments de ce type est clairement insuffisante puisqu'elle n'est en mesure, actuellement, que de transporter une division d'infanterie. Il est prévu qu'elle soit entièrement renouvelée et surtout accrue à l'horizon 2010, illustrant ainsi une volonté politique très nette où la gesticulation peut avoir une grande part.

Enfin la deuxième artillerie doit quand à elle relever deux défis. Le premier est de disposer d'une force crédible vis-à-vis des 4 autres membres permanents du Conseil de Sécurité de l'ONU. La mise en place de 12 Dong-Feng-31, missiles balistiques intercontinentaux d'une portée de 8.000 km (et pouvant donc atteindre les Etats-Unis et une partie de l'Europe), mobiles (et donc plus difficiles à neutraliser que les missiles fixes) va dans ce sens. De même la Chine a annoncé vouloir lancer un deuxième sous-marin nucléaire lanceur d'engins (SNLE) cette année, et affiche un objectif de 6 SNLE en 2010, ce qui lui permettra d'assurer une permanence à la mer (ce qui n'est pas le cas actuellement). Par contre, pour protéger ses SNLE au départ et retour de mission, l'APL ne dispose pas non plus d'avions de patrouille maritime. Le deuxième défi est de contrer l'Inde dans le domaine des missiles nucléaires intermédiaires, ce qui est à présent chose acquise.

De cette analyse, il apparaît que la République Populaire de Chine a réalisé un effort important pour moderniser sa défense depuis une dizaine d'années. Toutefois le niveau technologique d'une armée de type occidental n'est pas atteint partout. Le problème est de savoir si la Chine va pouvoir continuer à produire cet effort en faveur de l'APL alors qu'elle est en pleine croissance économique : les finances de l'état risquent d'être accaparées par des domaines plus en accord avec celle-ci comme les infrastructures, l'urbanisation ou les dépenses sociales. La puissance militaire chinoise reste donc en devenir.

Annexe 7: quelques observations sur la société chinoise

(contribution 81-31S-31M)

1) Le Parti veille mais profite, la corruption s'étend, la population résiste :

Avec 67 millions de membres le Parti veille et reste le grand profiteur de l'ouverture. Il libère, encourage, stimule, enrichit mais aussi freine, contrôle et réprime. Cependant la population a une grande capacité de résistance à la dictature car malgré tout, l'information circule de plus en plus vite. Une société civile apparaît, stimulée par la diaspora. L'essor du crédit à la consommation bouleverse également les mentalités.

Deng Xiaoping prédisait : *« on ne peut pas ouvrir la fenêtre sans laisser entrer les mouches »*.

La femme chinoise participe à l'évolution de la société. C'est une revanche. L'ouverture économique a engendré une nouvelle femme en lui donnant l'indépendance. Cultivées et avides de consommer, elles sont une centaine de millions à bousculer l'ordre établi. Dès 1999, sur 1 million de candidats admis au concours d'entrée à l'université 700 000 étaient des filles. Pour elles, la clef du bonheur du couple se trouve dans la sécurité financière. L'occidentalisation des modes de vie a cependant son revers : la prostitution concerne aujourd'hui plus de 10 millions de chinoises. Dans les campagnes, par contre, c'est la détresse qui se manifeste par 500 cas de suicide féminin par jour (chiffre 2002, record mondial).

La corruption reste une véritable gangrène : en 2001 plus de 36 000 enquêtes ont abouti à l'emprisonnement de 20 000 fonctionnaires. Mais, avec l'entrée dans l'OMC, la Chine a compris les effets négatifs d'un système corrompu sur les indispensables investissements étrangers.

Les cultes restent sous un étroit contrôle. Cependant la religion semble dépassée par l'émergence de nombreuses sectes dont la plus importante, le Falungong, durement réprimé, œuvre aujourd'hui dans la clandestinité.

2) Un système éducatif très inégalitaire (contribution 31 S) :

Pour 285 millions d'élèves la Chine dépense 2,4% de son PNB soit 6 fois moins que pour son armée. À la campagne 5 millions d'enfants ne seraient pas scolarisés. Ils s'ajoutent à 5 autres millions dont les parents n'auraient pas d'attestation de domiciliation. Par ailleurs le comptage démographique est sujet à caution car la politique de l'enfant unique a incité à de fausses déclarations (30% des enfants n'auraient pas été déclarés). Cela amplifierait le problème d'analphabétisation (17% des enfants). La Chine compte environ 150 millions d'illettrés et 5 à 8 millions d'enfants travailleraient.

On évalue à 60 000 les instituts d'enseignement privés qui sont très onéreux et inaccessibles au plus grand nombre. Ainsi seulement 2% des lycéens entrent à l'université et ils doivent s'autofinancer intégralement. 80% des écoles sont contraintes à lever leurs propres fonds.

Sous une apparente flexibilité, le système scolaire chinois se présente, encore aujourd'hui, comme redoutablement élitiste. Le financement des études est une source d'inquiétude pour les familles. Jusqu'à 15 ans les études sont financées par l'Etat. Elles sont donc obligatoires. Depuis quelques années des établissements privés payants, et d'autres publics, sont apparus. Dans la réalité du quotidien, les études coûtent très cher aux familles. Si bien, qu'en règle générale, très souvent c'est toute la famille, parenté même, qui aide au financement des études.

En Chine comme dans les Pays occidentaux, l'accès au savoir concerne de plus en plus de jeunes garçons et filles. Mais, si l'accès aux études devient de plus en plus accessible aux jeunes générations, le corollaire commence à se vérifier : du fait que le nombre de diplômés augmente de plus en plus en Chine, il devient de plus en plus difficile d'y trouver du travail. Ainsi, si l'étudiant est issu d'une famille fortunée, il ne faut pas s'étonner de le voir chercher un emploi à l'Etranger. On peut donc prévoir de plus en plus d'étudiants chinois venir dans nos villes et nos universités vers la fin de leur cursus d'études supérieures.

3) Une démographie déséquilibrée :

La politique de l'enfant unique a des effets pervers. Les familles ont sélectionné les garçons au détriment des filles. Comme en Inde on dénombre un surplus d'hommes aux environs de 30 millions du fait de la planification. Cela engendre de grands problèmes sociaux comme le risque de conflits aventureux intérieurs ou extérieurs. Par ailleurs les hommes ont des difficultés pour se marier et cela a pour conséquence la montée de la criminalité. On achète ou on enlève une femme. Il se crée un trafic de femmes et ce problème pourrait se diffuser dans toute l'Asie.

La planification a eu également pour conséquence un fort vieillissement de la population.

4) La paysannerie chinoise (Contribution 31M-R.M.) :

Pour une superficie cultivable d'environ 120 millions d'hectares, la Chine n'a pas suffisamment de terres pour 490 millions de cultivateurs. Aujourd'hui les trois quart des paysans, qui vivaient en dessous du seuil de pauvreté absolue, résident dans les régions montagneuses et 46% d'entre eux cultivent des surfaces inférieures à un mu (666 m²). Un tiers sont illettrés.

Toutes les terres étaient devenues propriété de l'Etat lors de la révolution communiste de 1949. Mais le 5 mars 2004 a marqué la disparition de l'une des caractéristiques du communisme : la Chine a en effet décidé d'inclure le droit de propriété privée dans sa constitution .

A l'époque de l'économie planifiée axée sur les villes, la nature et les terres cultivées étaient entièrement déterminées par la demande urbaine. Tout en contribuant en silence à l'enrichissement des centres urbains, les paysans ont dû subir de lourdes et multiples charges fiscales. En effet, loin de suivre les indications de l'administration centrale, les responsables locaux leur imposent souvent leurs propres impôts. Promettre d'alléger les charges qui pèsent sur les agriculteurs et résoudre des inégalités sociales croissantes sont donc devenues une obligation pour le pouvoir.

Depuis les années 90 et l'avènement progressif d'une économie de marché, l'offre est devenue supérieure à la demande et les prix ont chuté. Les revenus des agriculteurs ont donc fortement diminué. Par ailleurs, depuis cinq ans, la baisse de la production céréalière, dont les prix ne sont plus garantis, est constante. La perspective de pénurie a provoqué l'inquiétude des responsables de la planification .

L'urbanisation galopante qu'a connue la Chine ces dernières années a entraîné la privation des terres de beaucoup de paysans : on estime leur nombre à vingt millions. Encore aujourd'hui, entre 130 et 200000 hectares sont réquisitionnés chaque année. Ce sont donc chaque année deux millions de paysans qui perdent leurs terres. Ainsi la Chine subit une très forte exode rural. SHANGHAI compte aujourd'hui plus de deux millions de migrants d'origine rurale, fournissant une main d'oeuvre à faible coût dans une ville en forte expansion.

En perdant leurs terres, les paysans perdent également leurs emplois et retrouvent difficilement un autre poste de travail : de fermiers parvenant tant soit peu à gagner leur vie, ils deviennent chômeurs dépourvus de tout moyen de subsistance. Aussi, pour une population de 1,3 milliard de personnes, on dénombre 85 millions de personnes très pauvres. Le revenu moyen dans les villes est 2,8 fois plus important que celui des ruraux. Bénéficiaires des réformes des années 1980, ils ont vu depuis leurs revenus décliner. Leur sort est peu enviable et l'agriculture en péril.

Pour les paysans une nouvelle révolution s'impose. Ces travailleurs de la terre manifestent souvent leur colère. La crainte de voir la situation dégénérer et s'étendre aux centres urbains s'amplifie.

L'aggravation des problèmes dans les campagnes risque de freiner le dynamisme de l'économie chinoise et de transformer ces manifestations sporadiques de mécontentement en explosions plus importantes.

Le Président HU JINTAO déclarait au bureau politique : *« En ce qui concerne la question paysanne, nous devons examiner nos torts, car les intérêts des paysans, sur le plan politique, économique ou culturel sont depuis trop longtemps négligés voire détournés. Nous avons commis de lourdes fautes ».*

Annexe 8 : L'armée Populaire de Libération et la politique d'assimilation

(contribution 09)

Les territoires visés sont soumis à une intense politique de « colonisation » par l'ethnie majoritaire Han qui constitue à elle seule plus de 95% de la population chinoise. L'armée Populaire de Libération de Chine a une grande part dans cette « colonisation ».

La contribution de l'armée à la mise en valeur de ces territoires, essentiellement dans l'ouest, est concrétisée par l'envoi de 1.500.000 hommes. Elle s'articule suivant quatre modes opératoires :

- 1) la réalisation d'un certain nombre d'infrastructures par des unités spécialisées.
Ainsi, dans les dix dernières années, l'armée a-t-elle construit 8 aéroports, 3 routes nationales, 4 autoroutes, 1 oléoduc, 9 aménagements de champs pétrolifères et gazeux, 7 centrales hydroélectriques, 19 canaux, 300 écoles et posé 8 câbles de fibres optiques sur une distance de 20.000 kilomètres.
- 2) la lutte contre la désertification, d'une part par le reboisement et l'interdiction à l'accès de montagnes pour l'afforestation (ce sont par millions de mu – 1 mu=0,15ha – que l'on compte les plantations nouvelles, lesquelles vont de pair avec la constitution de terres cultivables et de pâturages conquis sur la steppe), d'autre part par la recherche de l'augmentation de la ressource en eau. Ce sont les missions assignées aux troupes cartographiques et aux troupes aéronautiques météorologiques que de procéder à l'exploration des sources, la réalisation de pluies artificielles et le creusement de puits.
- 3) l'ouverture aux civils, c'est-à-dire à l'ensemble de la population, des facilités des installations purement militaires. Cela intéresse 5 bases aériennes, 200 lignes spéciales de chemin de fer, 30 oléoducs, 70 lignes de télécommunications, 100 entrepôts, 105 hôpitaux et jusqu'à plusieurs fermes militaires d'élevage de chevaux.
- 4) la démobilisation, sur place, d'officiers et de soldats originaires des régions peuplées de l'est : une véritable colonisation à la romaine (à l'inverse, les jeunes de l'ouest sont envoyés dans l'est pour y effectuer leur service militaire). Comme les Etats-Unis, à leur époque, la Chine entreprend une véritable conquête de l'Ouest et l'A.P.L. en est le fer de lance.

La conquête par le nombre est accompagnée d'avantages économiques et de perspectives d'emploi attractives. Encore que l'ouest, principalement le Tibet et le Xinjiang, ne soient pas les seuls « bénéficiaires » de cette entreprise. C'est le cas de la Mongolie⁸ et de toutes les provinces à majorité musulmane.

⁸ Où les Mongols de souche ne sont plus que 2 millions pour une population totale de 21 millions d'habitants, sur un territoire revenu dans le giron chinois en 1949.

Annexe 9 : la Chine et ses approvisionnements pétroliers (contribution 31M-D.G.)

Avec la forte croissance de son économie, la chine est devenue le 2^{ème} importateur de pétrole.

Les 21 provinces ont vécu l'automne et l'hiver au rythmes des rationnement et des black-out soit deux fois plus qu'en 2003. Cela justifie une politique d'approvisionnement tous azimuts.

CANADA

Les chinois s'intéressent de près aux gisements de l'hémisphère nord, notamment aux sables bitumeux de l'Alberta, deuxième réserve mondiale. Le gouvernement américain voit d'un mauvais œil l'arrivée des Chinois, le Canada étant son premier importateur de pétrole. Washington hésite entre ses engagements pour l'économie de marché ouverte et sa volonté de sécuriser ses ressources énergétiques. Les exportations vers la chine représenteraient 30% de ce que le Canada exporte vers les USA : de quoi inquiéter Washington. Depuis, l'activité des compagnies chinoises ont permis :

- Le rachat de la société canadienne Husky Energy
- L'investissement du géant chinois SINOPEC dans les réserves pétrolières de l'Alberta.
- La construction par le Canadien Enbridge, pour 2.5B\$, d'un oléoduc pour amener le pétrole de l'Alberta en Colombie Britannique, où les super tanker chinois viendront s'approvisionner.

VENEZUELA et AMERIQUE DU SUD

L'autre sujet d'inquiétude pour les USA vient du Venezuela, leur quatrième fournisseur de pétrole. Ces dernières années ont été le théâtre d'un intense ballet diplomatique entre Pékin et Caracas : visite du président Hugo Chavez en chine en Décembre 2004, déplacement du président Zeng Qinghong au Venezuela en janvier 2005. Parmi les nombreux contrats signés, Hugo Chavez autorise les chinois a exploiter et installer des raffineries dans le but de diminuer la dépendance de son pays vis a vis des Etats-Unis. Les accords porteraient sur l'exploitation des réserves de l'Orinoco qui comptent parmi les plus importantes du monde, et d'ambitieux projet d'extraction de gaz naturel offshore. Les chinois apprennent le savoir-faire et la technologie vénézuélienne en matière d'extraction du brut. En échange ils apportent 700M\$ qui servira le Président Chavez dans sa politique de lutte contre la pauvreté. Les super tankers chinois ne pouvant franchir le canal de Panama, les vénézuéliens projettent de réparer le pipeline de panama et de pomper le brut jusqu'à la côte pacifique. Un deuxième projet consisterait à construire un pipeline à travers la Colombie voisine pour avoir un deuxième accès au pacifique.

Avec une augmentation de la demande planifiée à 70% pour la prochaine décade, les USA ne peuvent se permettre de perdre une si grosse partie. La consommation de brut des USA s'élève à 20 millions de barils/j dont 12 millions proviennent d'importations. Chaque baril acheté par les chinois, fera cruellement défaut à l'industrie américaine, l'obligeant a être plus dépendante de régions instables politiquement comme l'Afrique de l'ouest, la Caspienne et surtout le volcanique Moyen-Orient, des pays où ils ne sont pas les bienvenus. Les conséquences politiques de ce hold-up pétrolier ne sont pas négligeables. Est fini le temps où les USA se considéraient chez eux n'importe où sur le continent américain. La voracité chinoise en matière d'énergie fait fleurir les pipeline dans le continent américain et conduit d'autres pays à signer des contrats :

- Brésil : extraction et construction de pipeline, accords entre Petrobras et China national offshore oil.
- Bolivie : 1.5B\$ investie par Shengli International Petroleum pour du Gaz.
- Equateur : investissement de China National Petroleum et Sinopec.
- Pérou : accords d'exploitations avec China National Petroleum.

Cette concurrence chinoise pourrait donner plus de poids à ces pays pour régler les contentieux économiques comme le bois ou la viande dans le cas du canada ou de sanctions dans le cas du Venezuela. Il sera difficile de résister aux milliards des chinois dans une région du monde que les Américains n'ont jamais vraiment cherché à développer.

RUSSIE

La diplomatie chinoise s'active intensément aussi à l'est , pour s'alimenter en énergie. La Chine s'est transformée en une grosse pieuvre , construisant des pipelines, en guise de tentacule à travers le continents asiatique :

- Kazakhstan pour le pétrole.
- Turkménistan pour le gaz.
- Achats de champs de gaz en Australie et en Indonésie.

En extrême orient, la Chine se heurte frontalement au Japon, titan industriel à la puissance stagnante, totalement dépourvu de ressources. Les gisements pétroliers de la Russie constituent un enjeu de taille. Une bataille diplomatique se déroule pour savoir où ira le pipeline : soit vers les territoires industriels du nord-est chinois soit vers un port en eaux profondes à un jour de navigation des tankers japonais.

Ces derniers sont prêts à dépenser 5B\$ pour la construction du pipeline et 2 autres Milliards pour le développement et l'extraction. Le Japon a dû mettre de côté son différent diplomatique avec la Russie pour sa revendication des îles Kuriles, confisquées après sa défaite en 1945. De son côté la Chine fait monter les enchères et propose 17B\$ pour 4000 Km pipeline à travers la Sibérie. Le Président Hu Jintao a signé en Mai 2004 avec la société Yukos un accord d'exploitation pour 20ans pour un montant de 150B\$. Les chemins de fer Russes s'engageant à multiplier par six leur capacité de fret. Tout semblait perdu pour le Japon, quand en Octobre 2004 le PDG de Yukos, Mr Khodorkovsky, a été arrêté pour fraude et évasion de capitaux. Depuis le vent a tourné et semble souffler en faveur du Japon et du Pacifique en raison de l'intérêt de s'adresser à plusieurs clients plutôt que d'avoir un client unique.

Partout dans le monde l'appétit gargantuesque de la chine en d'énergie fait couler les pétrodollars et modifie toutes les données géostratégiques.

Annexe 10 : cauchemar écologique

Cauchemar écologique mondial si la Chine adoptait le rêve américain

La terre connaîtra un véritable cauchemar écologique d'ici 2031 si l'ensemble des Chinois venaient à adopter l'actuel mode de vie américain de forte consommation, a averti mercredi l'institut de recherche américain Earth Policy Institute.

Le rêve américain, version chinoise, conduira inmanquablement à une catastrophe planétaire environnementale et économique selon les extrapolations de cet institut, en matière de consommation alimentaire, énergétique et de matières premières.

Si l'économie chinoise connaissait une croissance de 8% par an, doublant tous les neuf ans, le revenu par habitant en 2031 atteindra les 38.000 dollars, soit le revenu par habitant actuel des Etats-Unis, mais pour une population estimée alors à 1,45 milliard, affirme cette étude.

Actuellement le revenu annuel moyen d'un Chinois par habitant atteint à peine les 5.300 dollars.

Lire 530 dollars

Les projections les plus alarmantes concernent la consommation d'énergie et ses conséquences.

"En dehors de l'air irrespirable en raison des fumées provenant de la consommation de charbon, les émissions de CO2 de la Chine dans 26 ans équivalraient à celles émises par les sources de pollution sur toute la terre aujourd'hui" selon cette étude.

En effet, si les Chinois utilisent proportionnellement autant de pétrole en 2031 que les Américains aujourd'hui, la Chine devra disposer de 99 millions de barils de brut par jour. La production mondiale quotidienne actuelle avoisine les 79 millions de barils.

Pour le charbon, si dans 26 ans chaque Chinois brûle autant de charbon qu'un Américain (soit 2 tonnes par an en moyenne), le pays en utilisera 2,8 millions de tonnes chaque année, soit plus que la production mondiale annuelle actuelle de 2,5 millions de tonnes.

"Le changement climatique ne serait plus gérable, mettant en danger la sécurité alimentaire et inondant toutes les agglomérations côtières", avertit l'institut.

A raison de trois voitures pour quatre habitants en ce moment aux Etats-Unis, ce rêve de la possession d'un véhicule privé conduirait le parc automobile chinois à plus d'1,1 milliard d'unités en 2031.

"Les routes, autoroutes et parkings pour absorber toutes ces voitures représenteront l'équivalent de la surface consacrée aujourd'hui à la culture du riz en Chine", affirme l'institut.

Et si tous les Chinois se mettent à consommer "de manière aussi vorace" en 2031 que les Américains aujourd'hui, la seule consommation de céréales par personne passera de 291 kg à 935 kg par an.

Cela représentera pour l'ensemble de la Chine l'équivalent des deux tiers de la totalité de la récolte mondiale de 2004, qui avait atteint un peu plus de 2 milliards de tonnes, selon l'étude.

Pour satisfaire une telle demande, il faudrait produire environ un milliard de tonnes de céréales supplémentaires d'ici 2031, ce qui pourrait entraîner la disparition de grandes parties de la forêt tropicale amazonienne transformées en champs de blé avec d'énormes conséquences écologiques.

Dans 26 ans, si les Chinois consomment autant de viande que les Américains aujourd'hui –125 kg par personne en 2004– la production en Chine devrait passer à 181 millions de tonnes contre 64 millions de tonnes aujourd'hui. Cela représenterait les quatre cinquièmes de la production mondiale actuelle de viande.

Le but de l'exercice n'est "pas de jeter la pierre à la Chine pour une consommation effrénée" mais plutôt de mettre en garde devant les tentations de vouloir vivre selon le modèle occidental de la "société de consommation", alors que les ressources planétaires sont limitées, conclut l'étude.

© AFP

Annexe 11 : la Chine pourra imposer ses normes (contribution 31M-M.G.)

L'idée admise en Occident est que nous saurons conserver une « avance technologique ». Cependant ce ne sera pas un avantage suffisant à moyen terme, si l'on se réfère à quelques exemples récents du domaine de la communication et de l'informatique.

Les magnétoscope sont apparus avec la coexistence, pendant des années, de trois standards incompatibles : chacun d'entre eux a eu du mal à atteindre la taille critique, et de gros investissements industriels n'ont pas été amortis. Une compétition semblable se déroule autour des différents types de DVD enregistrables.

Microsoft a réussi à imposer un système d'exploitation pour les micro-ordinateurs, très moyen techniquement, et qui accentue, par ses difficultés de mise en œuvre, le pouvoir des informaticiens en entreprises. La firme américaine s'est appliquée à étendre un monopole de fait en intégrant, malgré divers procès, de nouvelles normes de communications Internet. De plus Microsoft périmé volontairement ses propres produits, tous les deux ans, et impose des logiciels surdimensionnés, donc très gourmands en termes de matériel, vendus à des prix très onéreux à une clientèle qui ne les utilise qu'à 2 % de leurs possibilités. Ainsi tous les concepteurs informatiques sont obligés, s'ils veulent vendre leurs créations, de verser à Microsoft des redevances afin de leur permettre de les faire fonctionner avec les machines asservies à son système d'exploitation, soit 85% du parc. Un autre soupçon pèse depuis longtemps sur Microsoft, celui de s'être ménagé des « portes dérobées » permettant d'accéder discrètement aux données traitées par ses programmes, une sorte de réseau Echelon informatique.

La Chine a choisi de s'affranchir de ce monopole par la promotion du système d'exploitation Asianux (en collaboration avec le Japon et la Corée du Sud), qui est une variante de Linux, développé à l'origine par le finlandais, Linus Thorvalds, à partir d'Unix, un système d'exploitation très stable. A la différence du système d'exploitation de Microsoft, dont l'écriture est entièrement protégée, Linux est « open source », c'est-à-dire qu'on peut le modifier pour l'adapter à ses propres besoins. Il est quasiment gratuit (pas de licences). Observons au passage que le développement d'Asianux est appuyé par Oracle, concurrent de Microsoft...

Ces deux exemples montrent l'importance du concept de norme dans les industries de l'informatique et de la communication, mais pourraient être multipliés dans d'autres secteurs.

Or, la Chine paraît être bien placée pour devenir un futur producteur de normes, de par la taille du pays (un cinquième de l'humanité) et pour trois autres raisons :

- le maintien d'un système encore autoritaire et centralisé.
- la moindre place de « l'individuel » dans les mentalités.
- la proximité du souvenir de la misère et de la famine, et le passage en une génération du retard au modernisme.

Qu'en sera-t-il d'une future norme chinoise dans l'informatique ou la télévision (songeons à SECAM), lancée sur le marché chinois, même si elle n'est pas techniquement la plus performante ? Pour communiquer ou vendre par Internet, de même que les concepteurs de sites Web doivent s'assurer impérativement de la lisibilité de leur site par Microsoft Explorer, ils devront se conformer aux standards chinois pour toucher un milliard de personnes. Il va de soi que les Chinois seront les mieux à même de réaliser ces adaptations, avec leurs propres ingénieurs.

Une des causes de la mondialisation des entreprises est la recherche d'un volume de production suffisant pour faire jouer deux effets :

- les économies d'échelle, qui se manifestent au niveau de l'entreprise (diminutions des coûts par la production de masse, la division du travail, les conditions d'achat etc..)
- l'effet d'expérience, qui joue au niveau de la branche : on a constaté qu'à chaque doublement de la production mondiale historique, le coût moyen du produit diminue d'une proportion égale : les nouvelles structures de production, mises en place soit par les anciens producteurs soit par de nouveaux venus, profitent en effet de l'expérience des anciennes et incorporent d'emblée les machines, processus et modes d'organisation les plus efficaces.

La taille de l'économie chinoise permet de faire jouer au mieux ces deux effets : au profit des entreprises étrangères tant qu'elles sont à même de s'approprier les effets d'expérience, au profit des entreprises chinoises lorsque d'ateliers, elles seront devenues à leur tour « productrices de normes ».

Annexe 12 : le monde change la Chine

Quand la Chine change le monde : la réponse d'un Chinois

Les Echos 16/03/05

Quand j'étais ambassadeur à Paris, je lisais souvent les articles d'Erik Izraelwicz (1). J'étais toujours frappé par la perspicacité et la profondeur de ses analyses. Il y a quelques semaines, à Davos, celui-ci a eu la gentillesse de me remettre son nouveau livre « Quand la Chine change le monde » (Grasset). Il y montre, d'une manière convaincante et des faits à l'appui, la montée en puissance de la Chine et rend hommage au leadership de Deng Xiaoping. Son approche originale et son langage plein d'images m'ont amené à lire son livre d'une seule traite et m'ont conduit aux quelques réflexions suivantes.

Il y a vingt-sept ans, quand Deng Xiaoping a mis au point une stratégie pour la modernisation de la Chine, il a beaucoup insisté sur l'ouverture et la réforme. Avec le recul, nous voyons mieux la sagesse et la vision dont il a fait preuve en mettant ces deux mots clefs ensemble. S'il a lié ouverture et réforme, ce n'est pas le hasard. Comme le dit Erik Izraelwicz, jusqu'en 1820 environ, la Chine était la première puissance économique du monde. Après la guerre de l'Opium, en 1840, la Chine s'est effondrée. Le PIB du pays représentait en 1820 le tiers du PIB mondial ; en 1949, il est descendu à moins de 1 %. A l'origine de cet effondrement, il y avait la fermeture du pays, comme l'avait fort bien diagnostiqué Deng Xiaoping. Si la Chine voulait se moderniser, il lui fallait s'ouvrir. Nous, les Chinois, savons à quel point cette ouverture est cruciale dans le processus de la réforme. S'il n'y avait pas eu d'ouverture, nous n'aurions jamais su quelles réformes mettre en œuvre et comment les mener à bien.

Ouverture et réforme, ces deux mots clefs, ont conduit à des changements extraordinaires en Chine. Plus de 600 milliards de dollars ont été investis par des firmes étrangères. Ces investissements colossaux nous ont apporté de la technologie moderne, de la bonne

gouvernance et un management performant. A cela s'ajoute la main-d'œuvre chinoise abondante, qualifiée et d'un prix très compétitif. Presque toutes les grandes sociétés multinationales du monde y sont maintenant implantées. Voilà ce qui fait la compétitivité des produits fabriqués en Chine. Ce bref regard rétrospectif nous permet de voir que ce n'est pas la Chine qui change le monde, mais d'abord le monde qui change la Chine.

Jamais la Chine n'aspirera à une quelconque hégémonie dans le monde.

L'ouverture et la réforme ont débouché sur une croissance rapide et soutenue de l'économie chinoise, une amélioration nette et sensible des conditions de vie des Chinois, une forte compétitivité des produits fabriqués en Chine. Mais il y a

toujours l'autre face. En France, de temps en temps, on manifeste contre une délocalisation qui provoque la suppression de dizaines ou de centaines d'emplois. Mais, en Chine, c'est beaucoup plus grave. Avec l'ouverture, les Chinois sont exposés à la concurrence des sociétés étrangères. Des dizaines de millions de salariés chinois ont perdu leur travail à la suite de la fermeture des milliers d'entreprises publiques qui n'étaient pas rentables. Pour ces chômeurs, il s'agit d'une épreuve terrible. Beaucoup de chômeurs ont été formés et ont retrouvé un emploi ; d'autres, de leur propre chef, ont créé des entreprises. Les chômeurs chinois ne sont pas contents, comme partout dans le monde, mais il n'ont pas tellement manifesté dans la rue parce qu'ils sont conscients que c'est le prix qu'il faut payer pour la réforme. Les entreprises qui fonctionnent à perte et qui ne se réforment pas sont condamnées à disparaître. C'est la loi de l'économie de marché. La réforme et l'ouverture sont populaires en Chine, les Chinois ont compris que, plus l'on réforme et plus le pays s'ouvre, mieux cela vaudra.

En réalité, ce que nous vivons en Chine, c'est la mondialisation. Qu'on le veuille ou non, la mondialisation, c'est un mouvement historique irrésistible. La clairvoyance

de Deng Xiaoping, c'est qu'au lieu de la craindre et de fermer la Chine encore davantage il a ouvert les portes du pays et a voulu que, dans toute la mesure possible, il en profite, tout en acceptant les sacrifices nécessaires. Si aujourd'hui la Chine peut contribuer sensiblement à la croissance du monde, c'est d'abord parce que la mondialisation a changé la Chine. Et les changements que nous connaissons aujourd'hui ne sont qu'un commencement.

Erik Izraelwicz évoque dans son livre le jeu de « ciseaux chinois » dans lequel se trouve prise la France. Elle achète son énergie et ses matières premières à l'extérieur : celles-ci lui coûtent de plus en plus cher. Pour se les payer, elle vend son travail ; celui-ci lui rapporte, de moins en moins. De mon point de vue, il n'est pas juste de parler d'un jeu de « ciseaux chinois » ; il s'agit du jeu de « ciseaux de la mondialisation ». S'il est vrai que le prix des matières premières monte, ce n'est pas à cause de la Chine. Les pays industrialisés consomment l'essentiel des matières premières du monde. La Chine en achète, mais ceux-ci en achètent beaucoup plus. Qui plus est, la guerre en Irak a beaucoup contribué à la flambée du pétrole. L'autre branche du ciseau, ce sont les produits fabriqués en Chine. Il n'est pas juste non plus de qualifier cette branche de « chinoise » : 60 % des exportations de la Chine sont réalisées par des multinationales implantées en Chine, dont beaucoup sont européennes, américaines et japonaises. Cette branche du ciseau est, elle aussi, internationale.

Lors de sa visite en Chine en octobre, le président Chirac a beaucoup parlé des opportunités créées par l'émergence de la Chine pour le partenariat franco-chinois et le partenariat euro-chinois. Il a parfaitement raison. Les atouts économiques de la France et de l'Europe coïncident avec les priorités du développement de l'économie chinoise (énergie, transport, aéronautique, environnement et agriculture). Les PME françaises et européennes ont une possibilité d'entrer en coopéra-

tion avec leurs partenaires chinois. Face à la montée en puissance de la Chine, il ne faut pas agiter l'épouvantail du « péril jaune » – Erik Izraelwicz en convient. Ce faisant, on ne ferait que ruiner les opportunités de coopération entre l'Europe, la France et la Chine. On serait tous perdants. En revanche, si l'on saisit bien cette opportunité pour mettre en valeur l'immense potentiel de coopération entre la Chine et l'Europe, ce sera gagnant-gagnant.

Erik Izraelwicz cite enfin un propos entendu à Pékin sous le sceau de l'anonymat : « Si le XIX^e siècle a été pour la Chine celui de l'humiliation, le XX^e celui de la restauration, le XXI^e sera celui de la domination. » Les Chinois ont-ils l'intention de dominer le monde au XXI^e siècle ? Non, un « non » catégorique ! D'abord, l'idée de domination est contraire à la culture chinoise cinq fois millénaire. Pendant près de quinze siècles, alors que la Chine détenait presque tous les atouts technologiques et militaires, les Chinois n'en ont pas profité pour dominer le monde. Les Chinois sont ensuite un peuple très attaché aux leçons de l'histoire. Celle-ci nous montre que tous ceux qui ont prétendu à l'hégémonie ont mal terminé. En 1974, à l'Assemblée générale de l'ONU, Deng Xiaoping avait condamné l'hégémonisme et déclaré solennellement que jamais la Chine n'aspirerait à l'hégémonie. Si un jour il venait aux Chinois l'idée de vouloir dominer la planète, Deng Xiaoping a appelé par avance les peuples du monde à mettre à bas cette hégémonie. Dans les annales de l'ONU, c'était la première fois que l'on entendait une telle déclaration ! Ne jamais aspirer à l'hégémonie, voilà l'un des héritages que Deng Xiaoping nous a légués et que les Chinois respecteront scrupuleusement.

WU JIANMIN
est président de l'Institut de
diplomatie de Chine et ancien
ambassadeur de Chine en France.

(1) Erik Izraelwicz est
directeur adjoint
de la rédaction des « Echos ».

Annexe 13 : Notes sur l'opéra : NIXON IN CHINA (contribution 31S)

NIXON IN CHINA : opéra en 3 actes, musique de John Adams, livret de Alice Goodman 1987, Red Dawn Music (BMI), 3cd.

L'art est souvent impliqué sur le plan politique, même si l'auteur ne le veut pas. En musique, lorsque cet art a abandonné sa spécificité religieuse, il devint « engagé », soit directement (ainsi Boris Godounov, et l'acte « polonais »), soit par métaphore (tel Verdi et Nabucco).

L'opéra a contribué, à sa manière, à faire connaître l'Asie et la Chine dans le grand public. Une des meilleures illustrations en est Turandot, de Puccini, achevé en 1926 après la mort de ce dernier, et qui vient seulement d'être représenté à Pékin sur le lieu même de l'action : la Cité interdite.

L'intérêt pour l'Asie dans son ensemble s'est développé après la seconde guerre mondiale et donc après les opérations du Pacifique. En outre, le film « Le dernier empereur » (1982) a provoqué une véritable réflexion sur la Chine. C'est dans ce contexte que prend place l'opéra de J. Adams : Nixon in China. Réalisé en souvenir des sept jours historiques (21-27 février 1972) pendant lesquels R. Nixon s'est rendu en Chine, cet opéra en trois actes fut représenté pour la première fois en 1987. Ce face-à-face USA -Chine incarné par la rencontre de deux personnages qui portaient « toute la responsabilité du monde » fut ressenti comme un immense choc (même si les relations diplomatiques entre les deux états ne furent rétablies qu'en 1977, après la disparition de Mao-Tse-toung et de Chou-En-lai). Très descriptive, la musique accompagne totalement les protagonistes, prenant à l'occasion des accents wagnériens ou épiques.

Plusieurs axes d'étude sont possibles : nous nous sommes intéressés plus particulièrement à celui de la rencontre entre deux mondes, officielle ou plus intime.

Les premières phrases musicales annoncent l'avion présidentiel américain : « Spirit of 76 », tandis que le chœur des soldats chinois reprend les slogans chiffrés chers au président chinois : les trois Règles de Discipline et les Huit Points d'Attention. Dès le début, les caractères, très forts, des personnages sont très contrastés. Nixon et Mao-Tse-toung sont montrés sous un jour positif : ce sont des idéalistes, loin de la réalité. Dans ses premières paroles, Nixon révèle son messianisme (« The world war listening »; "Though we spoke quietly, the eyes and ears of history caught every gesture"; "we came in peace for all mankind". Il se considère comme un pionnier, et s'estime dans le même état d'esprit que les astronautes de la mission Apollo, achevant un grand rêve humain. Ce premier échange est entrecoupé de réflexions sur le monde (« Who are our enemies ? Who are our friends? », un hymne à l'Amérique (« America is good »), et d'une crainte (« if we don't succeed on this summit, our name is mud »...). Mao-Tse-toung, qui n'intervient qu'à la seconde scène, apparaît dans son bureau comme un penseur entouré de livres ; il refuse d'évoquer les problèmes politiques (« my business is philosophy »), car c'est l'affaire de Chou-En-lai. Sur un ton sentencieux, il cite les philosophes (Platon), se veut le reflet de son peuple, et s'inscrit dans l'histoire de ce peuple d'hommes pauvres en multipliant les références au passé, à la tradition, à l'histoire. Puis viennent de nouvelles discussions et réflexions plus ou moins politiques sur la révolution qui ne dure pas, mais à laquelle le régime survit : sur l'importance relative des fondateurs et des capitalistes ; sur l'expansion asiatique stoppée en 1949, et sur la future puissance de la Chine qui brisera les marchés, et jusqu'à la Bourse ; sur les nouveaux missionnaires que sont les Bérets Verts... Durant ces échanges où ils interviennent parfois, Chou-En-lai et Kissinger apparaissent sous un jour négatif : Chou-En-lai est très obséquieux, Kissinger, un J. Bond (en raison de ses activités secrètes et de son goût pour les femmes). Leurs activités sont secondaires, car ce ne sont que des exécutants. Ce premier acte s'achève sur le banquet officiel où les toasts sont portés aux « vertus » américaines (America the Beautiful) et chinoise (The chinese people are renowned), à l'éloge des réalisations techniques chinoises, des nouvelles technologies américaines. C'est l'occasion pour Nixon de manifester à nouveau son messianisme (« We must seize the hour and seize the day » ; « it's like a dream »).

Le deuxième acte s'ouvre par le regard poétique avec lequel Pat Nixon découvre Pékin et certains de ses monuments. Son caractère enthousiaste, chaleureux et patriote contraste avec la dureté que révèle Chiang Ch'ing pendant la révolution culturelle et qui s'exprime lors de la représentation du ballet : « the Red Detachment of Women. Le chœur rappelle la vie avant la révolution, dénonce les abus de l'ancienne société ; les Nixon prennent partie pour les victimes, et Chiang Ch'ing affirme avec force ses liens avec Mao-Tse-toung (« I am the wife of Mao-Tse-toung », « I speak according to the book », « my feet are bound on revolution »)...

Pendant le troisième acte, soit la dernière nuit à Pékin, les couples se retrouvent après les manifestations officielles, les réceptions et la représentation théâtrale. Les dialogues s'entremêlent. Chacun revit ses souvenirs, sa jeunesse, les étapes de sa vie, ses épreuves (la guerre du Pacifique pour Nixon, la Longue Marche et la Révolution pour Mao-Tse-toung) sa vie de couple... Alors que le but de ce séjour était la reconnaissance, tout se passe comme si chaque couple évoluait seul, sans possibilité d'échanges avec l'autre. L'incommunicabilité profonde entre les deux couples est réelle, profonde, malgré les signes de rapprochements officiels qui apparaissent alors comme superficiels et convenus... Les derniers mots appartiennent à Chou-En-Lai, qui exprime sa vision pessimiste et pour qui seul le travail a une valeur concrète pour l'avenir : on est loin de l'enthousiasme du premier acte (Nixon : « a great human dream »).

Les auteurs ont d'abord dressé les portraits des représentants des deux grands états : Nixon et son messianisme, sa prise de conscience des responsabilités qui lui incombent dans le monde ; Mao-Tse-toung et sa manière de se réfugier derrière des philosophes (qu'il n'hésite pas pourtant à brocarder : « we no longer need Confucius. Let him rot »), ou l'histoire (qu'il n'hésite pas à insulter : « History is a dirty saw », son refus de s'intéresser à la politique (« My business is philosophy »), politique qu'il laisse à Chou-En-lai, mais son refus n'est qu'apparent, puisqu'il envisage la future puissance de la Chine et son intervention à la Bourse... Les personnalités de deux épouses respectives sont également très différentes : bien que toutes deux aient eu des enfances pauvres très difficiles, l'enthousiasme, l'humour et l'émotion de P. Nixon contraste avec la cruauté et la grossièreté de Chiang Ch'ing. Seuls les deux « acolytes » sont semblables puisqu'ils doivent faire exécuter les décisions. Cette rencontre, qui au début paraissait essentielle pour le monde, reste finalement superficielle par l'impossibilité de communication entre les deux couples, et peut-être donc entre les peuples qu'ils représentent...

(A.C.Welté)

Repères bibliographiques

Quelques ouvrages généraux

Aron R. : Paix et guerre entre les nations ;2vol. Calmann Levy 1968
 Boniface P.(Ed.): Année stratégique ; IRIS (annuel)
 Boniface P. : La puissance internationale ;Dunod 1994.
 Chaigneau P. (Ed.) : Enjeux diplomatiques et stratégiques 2004 ;Economica 2004
 ChaliandG., Rageau J-P (Ed.) : Atlas du nouvel ordre mondial ; R.Laffont 2003
 Chauprade A. : Géopolitique : constantes et changements dans l'histoire ; Ellipses 2001
 Chauprade A, Thual F.(Ed.): Dictionnaire de Géopolitique;Ellipses 1998.
 Cordellier S.(Ed.) : Dictionnaire historique et géopolitique du XX^e siècle ;La découverte 2000
 Cordellier S. (Ed.) : L'état du monde; La découverte (annuel)
 Durand M-F et alii : L'espace mondial en 50 cartes ; Presses de Sciences Po 2002
 Duroselle J-B : Tout empire périra ; A.Colin 1992.
 Dussouy G. : Quelle géopolitique au XXI^e siècle ? Complexe 2001
 Ferrier J-P (Ed.) : L'année diplomatique; Gualino (annuel).
 Heisbourg F. (Ed.) : Annuaire stratégique et militaire; Fondation pour la recherche stratégique O.Jacob
 Huntington S.P. : Le choc des civilisations ; O. Jacob 2000
 Kennedy P.: Naissance et déclin des grandes puissances ; Payot 1989.
 Lacoste Y. (Ed.) : Dictionnaire de géopolitique Flammarion 1993
 Minc A. : Ce monde qui vient ; Grasset.
 Montbrial T.de(Ed.) : RAMSES; IFRI Economica (Annuel)
 Montbrial T.de: Quinze ans qui bouleversèrent le monde ; Dunod 2003
 Murawiec L. : L'esprit des nations : cultures et géopolitique ; O.Jacob 2002.
 Peyrefitte A. : La société de confiance ; O . Jacob ; 2002.

Quelques ouvrages fondamentaux et/ou récents sur la Chine

Aubert C.et alii : La société chinoise après Mao ; Fayard 1986.
 Bergère M-C : la Chine de 1949 à nos jours ; A.Colin 2000
 Billeter J-F : Chine trois fois muette , Allia 2000
 Bouteiller E. : Les nouveaux empereurs, l'épopée du capitalisme chinois ;Calmann Levy 1997
 Cabestan J-P. : Le système politique de la Chine ; QSJ 1994
 Chen Yan : L'éveil de la Chine ; l'Aube.
 Cheng F. :Le dit de Tianyi ; Albin Michel 1998.
 Détrie M. : France-Chine : quand deux mondes se rencontrent ; Gallimard (poche) 2004 .
 Domenach J-L : L'Asie en danger Fayard 1998
 Domenach J-L : Où va la Chine ; Fayard 2004
 Domenach J-L, Richer P ; La Chine ; 2 vol. Seuil 1995
 Ducornet E. : L'Eglise et la Chine ; Cerf.
 Eyraud H. : Chine, la réforme autoritaire, Jiang Zemin et Zhu Rongji ; Bleu de Chine 2001.
 Godement F. : Chine-Etats-Unis, entre méfiance et pragmatisme La Doc F. 2001
 Granet M ; La civilisation chinoise ; A ;Michel 1968.
 Granet M. : La pensée chinoise ; A.Michel 1988.
 Guillerma J., Lew R. : La Chine populaire ; PUF (QJ) 1999.
 Izraelwicz E. : Quand la Chine change le monde ; Grasset 2005
 Joyaux F. : Géopolitique de l'Extrême-Orient ; 2 vol. Ed.Complexes 1991
 Joyaux F. :La politique extérieure de la Chine populaire ; PUF 1993
 Lemoine F. : L'économie chinoise ; La Découverte (Repères) 2003
 Lombard D. : La Chine impériale et la Chine ancienne ; QJ 1980.
 Lombard D. : La Chine Impériale ; PUF (QJ) 2001.
 Meyer E. Sois riche et tais-toi, portrait de la Chine d'aujourd'hui ; R.Laffont 2002.
 Niquet V. : Les fondements de la stratégie chinoise ; Economica 1997
 Peyrefitte A. : Quand la Chine s'éveillera... Fayard 1973
 Peyrefitte A. : La Chine s'est éveillée ; Fayard 1996.
 Qiao Liang et Wang Xiangsui : La guerre hors limite ; Rivages.
 Rocca J-L : La question sociale, condition et contraintes du miracle chinois ; Ramsès 2005.
 Roux A. : La Chine au 20^{ème} siècle ; A. Colin.
 Sanjuan T. :La Chine, territoire et société ; Hachette 2000.
 Shaughnessy E-L. : La Chine ancienne, pays du dragon céleste ; Larousse.

Quelques dossiers de périodiques récents :

Bilan du Monde : 2003, 2004, 2005.
 Serra R., Godement F. (Ed.) : Asie Orientale 2003 ; La Doc. F. 2003
 Diplomatie Magazine N° 9 juin-juillet 2004
 Fiche de synthèse (Missions économiques) : la Chine et le multilatéralisme économique, août 2004
 Futuribles Avril 2004
 L'Expansion, spécial Chine, voyage dans une économie qui change le monde, nov. 2003.
 L'Expansion, Les périls d'une folle croissance, oct. 2003.
 L'Expansion, Chine, menaces sur le miracle économique, avr. 2005.
 L'Expansion, Spécial Atlas de la croissance, le géant chinois guetté par la surchauffe, prévisions 2005
 L'Histoire, Etats-Unis, Russie, Chine, guerre pour le pétrole. Chauprade A., sept. 2003.

Le Boucher E. : Le monde, l'Inde et la Chine à l'heure du transformisme. 2004.
 Monde Diplomatique oct. 2004.
 Nouvelles de Chine (IFRI) nov. 2004
 Politique Etrangère (IFRI) 2004/2
 Problèmes économiques (La Doc. F.) N° 2846 3/03/2004 : Chine, un nouveau géant économique ?
 Questions Internationales (La Doc. F.) N° 6 Mars-avril 2004 ; La Chine.
 Revue des Deux Mondes, Le droit à la chinoise, Dubois-Fontaine S., juillet 2004.

Quelques rapports et ouvrages concernant l'UE, la France et les problèmes économiques :

Beffa : Pour une nouvelle politique industrielle ; rapport (La Doc. F.) 2005.
 Camdessus M. : Le sursaut, vers une nouvelle croissance pour la France, rapport (La Doc. F.)
 Carayon B. : Intelligence économique, compétitivité et cohésion sociale, rapport (La Doc. F.).
 Carayon B. : L'intelligence économique, le dessin du destin ? Revue des Deux Mondes, avril 2005.
 Chronique de B. Guetta : Le monde selon la France, 24 novembre 2004.
 DREE : Le cadre des relations commerciales entre l'UE et l'Asie, Politiques commerciales, mai 2004.
 Dejean de la Batie H. : L'UE vue de Chine, un partenaire majeur ?; IFRI décembre 2003.
 Godet M. : Le choc de 2006, démographie, croissance, emploi ; O. Jacob.
 Lamy P. : La démocratie monde, pour une autre gouvernance globale ; la Rep. des idées (Seuil).
 L'Expansion : Délocalisations, la grande peur française ; novembre 2004.
 Meyer E. : Sois riche et tais toi.
 Talents Finance : Société Générale juin 2004.

Quelques sites internet :

Généralistes :

www.diplomatie.fr
www.defense.gouv.fr
http://europa.eu.int/index_fr.htm
www.ihedn.fr
www.ladocfrancaise.gouv.fr
www.frstrategie.org
www.ifri.com
www.diplomatie-presse.com
www.net4war.com

Spécifiques :

www.capasie.com (portail sites francophones sur la Chine)
<http://php.bm-lyon.fr/asic.asic.php> (portail)
www.fmprc.gov.cn/fra/default.htm
www.cpifa.org/english/
www.fas.org/search.html
www.chinadaily.com.cn/en/home/index.html
www.slis.org.cn
www.cscap.org/
www.china.org.cn/english
www.pku.edu.cn
www.fudan.edu.cn/english
www.cas.fudan.edu.cn/index.en.php
www.cefc.com.hk
www.ehess.fr/centres/cecmc
<http://rspas.anu.edu.au/ccs>
www.cdi.com.cn/english/index-e.asp)
<http://iwep.org.cn>)
www.info.gov.hk/eindex.htm) économie
www.dree.org/chine/)
www.hec.fr/hec/groupe/dir_internationale/eurasia)
www.politicalresources.net/china.htm)
www.tibet.net) dissidents
<http://falundafa.org>)

NOTES

¹ Jean-Luc Domenach, sinologue.

² Investissements directs étrangers : de l'ordre de 50 milliards de dollars par an. 3^{ème} bénéficiaire mondial d'IDE et en passe d'atteindre le 2^{ème} rang.

³ 45 millions d'ouvriers licenciés depuis 5 ans.

⁴ en rythme annuel de plus de 50% au premier trimestre 2004.

⁵ le taux d'épargne représente 40% du revenu des ménages. 550 milliards de dollars en 2002.

⁶ 725 millions d'euros.

⁷ 400 milliards de dollars en 2004. Prévisions 2006 : 1000 milliards.

⁸ Pékin a particulièrement affirmé ses prétentions lors du dernier sommet de l'ASEAN que la Chine propose de réformer en profondeur pour lui donner des pouvoirs politiques, en matière de sécurité et d'intégration plus poussée.

⁹ Le monde semble avoir pris conscience de cette donnée grâce au rapport de Goldman Sachs, publié en octobre 2003. Ce rapport prévoit notamment que le PIB de la Chine dépassera celui des Etats-Unis en 2040 et que l'Inde dépassera la Chine pour la population en 2030 et que son PIB croquera celui des grandes économies européennes dès 2035.

¹⁰ En axant sa politique sur la génétique et la gestion de l'eau.

¹¹ En particulier par une bonne maîtrise du nucléaire civil.

¹² La banque centrale indienne a par exemple su gérer avec sang-froid la faillite de la banque GTB en 2004.

¹³ Ceux de Malacca et de Taiwan en particulier.

¹⁴ C'est le cas pour les programmes nucléaires japonais ou indien, mais aussi le programme chimique et bactériologique coréen, voire le bouclier antimissile japonais.

¹⁵ Cambodge, Birmanie, Laos et Vietnam.

¹⁶ Celui de la Corée du Nord en particulier où elle est partie prenante à toutes les négociations.

¹⁷ Alors même que la Chine, qui reste encore bénéficiaire du programme onusien, s'est vue réduire ses subventions.

¹⁸ On peut évoquer le *Projet 17*, qui a pour objectif de placer en 2008, quelque soit la discipline olympique, un Chinois et une Chinoise parmi les médaillés.

¹⁹ L'OMS en particulier avec qui elle semble vouloir collaborer sur les dossiers du SIDA et du SRAS.

²⁰ 30% en 2004.

²¹ Où Pékin a promis plus d'un milliard de dollars d'investissements structurels (ports, ponts, autoroutes) destinés à valoriser les implantations industrielles et accélérer les transferts de matières premières et de produits manufacturés.

²² Balance commerciale déficitaire de plus de 74 milliards de dollars pour les USA en 2002 et 124 milliards en 2003.

²³ entretien donné par Condoleezza Rice à la BBC le 6 janvier 2005.

²⁴ En Janvier 2005, les Etats-Unis viennent d'interdire 8 firmes chinoises d'activités sur leur territoire. Elles sont soupçonnées d'avoir aidé l'Iran dans son programme nucléaire. Le problème est que parmi ces 8 entreprises figure Norinco, la société d'Etat de fabrication d'armes.

²⁵ Les chefs d'entreprises ont été intégrés dans le Parti.

²⁶ La lutte contre le terrorisme international sert de prétexte en politique intérieure.

²⁷ Chen Yan, débat avec Pascal Lamy, l'Expansion (novembre 2003).

²⁸ En particulier les prêtres de l'Eglise catholique clandestine, et notamment ceux du diocèse de Baoding, le plus touché par la répression. On peut aussi évoquer les arrestations fréquentes des adeptes de la secte interdite Falungong, d'inspiration bouddhiste et les lourdes sanctions prononcées contre eux.

²⁹ Ainsi les tracasseries auxquelles font face les membres des associations de lutte contre le SIDA.

³⁰ 18 millions de personnes réparties entre l'ethnie Hui (10 millions de personnes vivant dans le Gansu, le Henan et surtout le Ningxia, communauté autonome créée pour eux) et 8 millions appartenant à des ethnies diverses et isolées. Actuellement, Amnesty International alerte la communauté internationale sur le sort réservé aux Ouïgours, minorité musulmane du Xinjiang.

³¹ On en a vu les effets avec les manifestations contre le Japon.

³² Alain Roux « la Chine au 20^{ème} siècle ».

³³ De laquelle elles tirent de substantiels subsides plus ou moins légaux.

³⁴ Chen Yan dans « L'éveil de la Chine » le qualifie de « métamorphose en dictature capitaliste, de post totalitarisme, de totalitarisme conscient ».

³⁵ Où se concentrent 86,4% des IDE

³⁶ En 2030, ¼ de la population aura plus de 65 ans soit 400 millions de personnes âgées.

³⁷ C'est en particulier le cas dans le domaine minier où certains puits privés obtiennent des licences d'exploitation après le passage d'une « commission de sécurité » largement rémunérée.

³⁸ Avec une croissance forte, qu'il faut étendre à toute la zone ASEAN avec laquelle elle s'est engagée de créer un grand marché à l'horizon de 2010.

³⁹ « L'éveil de la Chine ».

⁴⁰ La Banque Asiatique de Développement prévoit un retour à une situation équilibrée en 2007 (AFP 6/4/2005).

⁴¹ « Le Monde, l'Inde et la Chine à l'heure du transformisme », Eric Le Boucher.

⁴² « Le bon ou le mauvais gouvernement se juge à travers les critères d'ordre ou de désordre » (François JULLIEN, « L'Europe, la Chine : une alternative pour la pensée ». La Chine, La Documentation Française).

⁴³ En 2003, 58000 incidents sociaux impliquant 3 millions de personnes (15% de plus qu'en 2002).

⁴⁴ Alain MINC, « Ce monde qui vient ».

⁴⁵ Discours aux ambassadeurs du 27 août 2004.

⁴⁶ PNB par habitant, 12020 dollars en Corée du Sud, 12130 au Portugal, 13720 en Grèce (Bilan du Monde 2005).

⁴⁷ 19% des exportations vont vers l'UE, 31% vers les USA. 13% des importations viennent de l'UE, 12% des USA. (données 2001). En 2002 l'UE représentait 7% des investissements en Chine dont 1,1% revenait à la France.

⁴⁸ Aux USA, perte de 3 millions de jobs en 3 ans (2000 à 2003) et le secteur industriel ne représente plus aujourd'hui que 16 millions d'américains.

⁴⁹ Bilan du Monde 2004.

⁵⁰ Consommation actuelle de l'ordre de 6,4 millions de barils/jour.

⁵¹ Pour ce qui concerne la France, son statut international, son identification à certaines valeurs universelles, ses références culturelles sont incontestables mais « ces atouts relèvent de l'héritage » Bernard Carayon.

⁵² « La Chine a continué à privilégier dans les faits ses relations bilatérales avec les Etats membres de l'Union, voire à les opposer entre eux pour obtenir des avantages diplomatiques ou commerciaux. » Hervé Dejean de la Batie, l'Union européenne vue de Chine, IFRI.

⁵³ Hervé Dejean de la Batie précise : « la Chine a fréquemment utilisé son partenaire européen par rapport à son partenaire principal, les Etats-Unis.[...] Elle a joué à maintes reprises de la concurrence, politique et commerciale, entre l'Europe et les Etats-Unis, n'hésitant pas à l'attiser au besoin en faisant miroiter des avantages commerciaux ou politiques aux uns et aux autres ».

⁵⁴ Hervé Dejean de la Batie.

⁵⁵ Les Etats ont ainsi tendance à laisser filer les déficits puisqu'il ne sont plus soumis à la sanction immédiate du marché monétaire pouvant conduire à la dévaluation.

⁵⁶ SAIC, Shanghai Automotive Industry, a tenté de racheter MG Rover...

⁵⁷ Seules les entreprises allemandes en raison principalement de leur spécialisation sur les équipements industriels et de la localisation de leurs exportations, semblent échapper à cette tendance.

⁵⁸ Rapport Camdessus, « le sursaut, vers une nouvelle croissance pour la France ».

⁵⁹ Hervé Dejean de la Batie.

⁶⁰ Hervé Dejean de la Batie.

⁶¹ L'UE, qui pratique à l'intérieur une politique très réglementée de social-démocratie, développe une politique extrêmement libérale, voire « naïve », dans ses échanges avec l'extérieur.

⁶² La Chine a décidé de participer au programme Galiléo (30 octobre 2003).

⁶³ Débat avec Eric Izraelewicz, organisé le 23 février 2005 par le Figaro.

⁶⁴ Bernard Carayon, Rapport au Premier Ministre « Intelligence économique, compétitivité et cohésion sociale ».

⁶⁵ Communication au Parlement du 15 mai 2001.

⁶⁶ « Pour une nouvelle politique industrielle ».

⁶⁷ Pour la France le déficit avec la Chine s'élevait à 8,7 milliards d'euros en 2003.

⁶⁸ Allusion à l'ouvrage « la Chine peut dire non » écrit en 1996.

⁶⁹ VOLTAIRE, « Essai sur les mœurs » Chapitre 3.

⁷⁰ Pascal LAMY, « La démocratie-monde », « pour une autre gouvernance globale ».

⁷¹ Projet de la signature d'une convention de coopération judiciaire pénale pour combattre le crime organisé et les délits économiques.

⁷² Nb. de chercheurs en équivalent temps plein en 2002 : (USA, 1 261 227), (UE à 25, 1 117 361), (Chine, 810 525), (Japon, 646 547), (Fédération de Russie, 491 944).

⁷³ Président de l'Institut de Diplomatie de Chine et ancien Ambassadeur de Chine en France.

⁷⁴ Sinologue, Professeur à l'Université de Newcastle.

⁷⁵ SUN TZU, « l'art de la guerre » chapitre 3.